

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
 - TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
 - LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
 - L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
 - SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
 - DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

RÉGIME ET PRATIQUE DU LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

Direction scientifique

Stéphane Vernac, Professeur à l'Université de Picardie Jules Verne

Notions et questions abordées

Baisse des commandes et du chiffre d'affaires, perte d'exploitation, dégradation de la trésorerie... Le dirigeant d'une entreprise en difficulté est parfois confronté à la nécessité de licencier un ou plusieurs salariés pour des raisons économiques. Il doit alors respecter une procédure qui dépend du nombre de salariés concernés par le licenciement.

La formation Lexlearning « **Régime et pratique du licenciement pour motif économique** » aborde le motif économique du licenciement, les enjeux de chaque procédure, les étapes à respecter ainsi que les principaux points de vigilance concernant le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser le cadre légal du licenciement économique
- Mener la concertation sociale selon la procédure applicable en fonction du nombre de ruptures
- Connaître les différentes étapes de la procédure de licenciement économique
- Mettre en place un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) adapté

Programme

Thème n° 1 - Le motif économique du licenciement

- La cause économique
- La cause matérielle

Thème n° 2 - L'obligation de reclassement et d'adaptation du salarié

- Comment mettre en oeuvre l'obligation de reclassement ?
- Les contours de l'obligation d'adaptation

Thème n° 3 - Déterminer l'ordre des licenciements

- Comment mettre en place l'ordre des licenciements ?
- Comment applique-t-on les critères d'ordre ?

Thème n° 4 - Les procédures de licenciement pour motif économique

- Comment mettre en oeuvre un licenciement individuel pour motif économique avec contrat de sécurisation professionnelle (CSP) ?
- Comment mettre en oeuvre une procédure de licenciement pour motif économique de moins de 10 salariés sur une période de 30 jours ?

Thème n° 5 - Le plan de sauvegarde de l'emploi

- L'élaboration d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)
- Le contenu du PSE
- Le contrôle de la DREETS
- Le bloc de compétence

Thème n° 6 - Le contrat de sécurisation professionnelle et le congé de reclassement

- Récapitulatif des dispositifs de retour à l'emploi

Thème n° 7 - Notification du licenciement pour motif économique

- Comment rédiger une lettre de licenciement pour motif économique ?

Thème n° 8 - La priorité de réembauche

- Les points - clés de la priorité de réembauche

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports le licenciement pour motif économique : vidéo introductive, tests de positionnement, actualités du thème, vidéos pédagogiques, analyses détaillées des textes et de la jurisprudence, infographies, modèles et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Dirigeants d'entreprise, responsables RH, juristes, experts-comptables, avocats et élèves-avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

LES CONTENTIEUX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : LES BASES DU CONTENTIEUX NON-MÉDICAL, MÉDICAL ET DU CONTRÔLE TECHNIQUE

Direction scientifique

Thomas Courvalin, Avocat, SCP Krivine et Viaud & SCP Lyon-Caen, Thiriez

Notions et questions abordées

Antérieurement au 1er janvier 2019, l'organisation du contentieux de la Sécurité sociale distinguait le contentieux général du contentieux technique, reposant sur des juridictions spécialisées et l'existence d'un recours administratif préalable obligatoire pour certains litiges.

La loi de modernisation de la justice du XXIème siècle a amorcé une réforme structurelle de l'organisation du contentieux de la Sécurité sociale.

Ainsi, le 1er janvier 2019, les tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS), tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI) et commissions départementales d'aide sociale (CDAS) ont disparu. Leurs contentieux ont été transférés vers les tribunaux judiciaires spécialement désignés, ou devant les tribunaux administratifs (TA) pour une partie des contentieux portés devant les commissions départementales d'aide sociale (CDAS).

Autre étape le 1er janvier 2020, date à laquelle a été supprimée la distinction du contentieux technique et général au profit de la distinction contentieux médical et non médical.

La réorganisation du contentieux de la Sécurité a aussi vu naître la procédure de contestation auprès de la commission médicale de recours amiable. Cette commission connaît alors des litiges portant sur des questions d'ordre médicale, que l'avocat rencontre, notamment, dans les litiges liés à l'incapacité, l'invalidité.

Afin d'appréhender tous ces changements, la formation Lexlearning « **Les contentieux de la Sécurité sociale : les bases du contentieux non-médical, médical et du contrôle technique (à jour de la fusion des contentieux au 1er janvier 2020)** » revient sur l'ensemble de ces procédures spéciales.

Objectifs pédagogiques

- Identifier les différents contentieux
- Savoir saisir la commission médicale de recours amiable
- Savoir saisir la commission de recours amiable
- Contester les décisions des institutions de Sécurité sociale
- Distinguer les deux commissions de recours amiable
- Appréhender les délais de procédure
- Saisir la bonne juridiction
- Connaître les voies de recours
- Avoir les bases du contentieux disciplinaire des professions de santé dit contentieux du contrôle technique
- Connaître la procédure d'expertise médicale

Programme

Thème n°1 - Le contentieux de la Sécurité Sociale

- Quel cadre pour le contentieux de la Sécurité Sociale après la fusion au 1er janvier 2020 ?
- Focus sur la commission de recours amiable
- Focus sur la commission médicale de recours amiable
- Focus sur le tribunal judiciaire spécialement désigné
- Focus sur le contentieux de la tarification des accidents du travail
- Quelles sont les voies de recours ?

Thème n°2 - L'expertise médicale

- L'objet de l'expertise médicale
- La procédure d'expertise médicale
- La portée de l'expertise médicale

Thème n°3 - Le contentieux disciplinaire des professions de santé ou le contentieux du contrôle technique

- Focus sur le domaine de compétence du contentieux disciplinaire des professions de santé
- Focus sur les juridictions du contentieux disciplinaire des professions de santé

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, le contentieux de la Sécurité sociale : vidéo introductive, quiz d'apprentissage, vidéo d'expert, scénario de mise en situation, infographie, et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes en droit de la protection sociale, juristes AT/MP des entreprises

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL08**
Durée : **5 heures**
Dernière mise à jour : **13/01/2025**

LA RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYEUR : LES CONTOURS, LA MISE EN OEUVRE

Direction scientifique

Céline Leborgne-Ingelaere, Professeur à l'Université de Lille
Emmanuel Gouesse, Avocat
Dorine Wysocki, doctorante
Jean-Baptiste Le Dall, avocat
Kristel Meiffret-Delsanto, Maître de conférences

Notions et questions abordées

En tant que chef d'entreprise, l'employeur dispose d'un grand nombre de prérogatives, mais bien souvent il n'a ni connaissance des règles qui s'imposent à lui ni conscience de l'étendue de sa propre responsabilité.

La formation Lexlearning « **La responsabilité civile et pénale de l'employeur : contours et mise en oeuvre** » a vocation à détailler les responsabilités civiles et pénales qu'encourt l'employeur dans son quotidien de dirigeant. Elle aborde, dans un premier temps, la responsabilité civile du dirigeant d'entreprise, qui peut être engagée s'il est prouvé que celui-ci a commis une faute ayant causé un préjudice à l'entreprise elle-même ou à un tiers. Cette formation permet également, dans un second temps, d'appréhender la responsabilité pénale de l'employeur qui peut être mise en cause pour plusieurs types d'infractions, comme la négligence des règles de sécurité.

Cette formation permet d'acquérir les bases et/ou de faire le point sur ses connaissances sur le sujet.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre les mécanismes d'engagement de la responsabilité civile et pénale de l'employeur et leurs conséquences
- Cerner les contours de la notion de faute inexcusable de l'employeur
- Connaître les différentes infractions (harcèlement, travail dissimulé...) et les sanctions pénales associées
- Cibler les précautions à mettre en œuvre dans le cadre d'une politique d'une prévention
- Maîtriser les enjeux relatifs à la signature d'une délégation de pouvoir

Programme

Thème n° 1 - La responsabilité civile de l'employeur

- La responsabilité civile et le droit du travail
- La pluralité d'employeurs et la responsabilité civile
- L'obligation de sécurité de l'employeur
- Focus sur l'obligation de sécurité de l'employeur face au covid-19

Thème n° 2 - La responsabilité pénale de l'employeur

- Focus sur la responsabilité pénale : les principes
- L'engagement de la responsabilité pénale
- La responsabilité de l'employeur en cas de harcèlement moral ou sexuel au travail
- L'entreprise face au travail dissimulé
- La responsabilité de l'employeur et les infractions routières
- Fiche pratique : comment prévoir une délégation de pouvoirs ?

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant de manière exhaustive au travers de différents supports la responsabilité de l'employeur : vidéo introductive, fiches synthèses et fiches réflexes, infographies, cas pratiques interactifs, interview audio, actualité du thème et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation?

Dirigeants d'entreprise, responsables RH, juristes, avocats et élèves-avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL102**
Durée : **6 heures**
Dernière mise à jour : **15/01/2025**

LE CONTRÔLE URSSAF

Direction scientifique

Cabinet Hogo Avocats

Notions et questions abordées

Le contrôle URSSAF présente de nombreux aspects techniques qui sont souvent difficiles à appréhender. Par ailleurs, les inspecteurs du recouvrement disposent d'une formation solide et d'outils pour gérer les contrôles dont ils ont la charge.

Dans ce cadre, face à exigence et à la technicité de cette matière, la présente formation prend le parti, au-delà des apports des différentes réformes intervenues en matière de contrôle URSSAF, de délivrer un enseignement pratique et global autour du contrôle URSSAF, en octroyant une place importante et nécessaire aux documents pratiques.

La formation Lexlearning « **Le contrôle URSSAF** » fournit aux professionnels du droit les outils, pour comprendre et intégrer dans leur pratique future, le contrôle URSSAF.

Bénéficiez de l'expertise de nos formateurs, Sofiane Coly et Loïc Lewandowski, co-fondateur du Cabinet HOGO Avocats.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser dans son ensemble la procédure de contrôle URSSAF
- Être capable d'accompagner un client dans le cadre d'une procédure de contrôle URSSAF
- Identifier les risques principaux afin de les anticiper et de minimiser les éventuels contrôles

Programme

- Thème n° 1 - Le déclenchement du contrôle
- Thème n° 2 - Les différents types de contrôle comptable d'assiette
- Thème n° 3 - Les méthodes d'évaluation de l'assiette des cotisations
- Thème n° 4 - La clôture du contrôle et la lettre d'observations
- Thème n° 5 - Les échanges contradictoires avec l'inspecteur du recouvrement
- Thème n° 6 - La mise en demeure
- Thème n° 7 - La confirmation des observations pour l'avenir
- Thème n° 8 - La contrainte
- Thème n° 9 - La contestation du redressement devant la CRA
- Thème n° 10 - La contestation du redressement devant le TGI pôle social
- Thème n° 11 - Les majorations et pénalités de retard
- Thème n° 12 - Négocier avec l'URSSAF

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports le contrôle URSSAF : vidéo introductive, tests de positionnement, actualités du thème, supports de cours commentés, synthèses des notions essentielles et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

RH, RRH, directeurs administratifs et financiers, chefs comptables, responsables paie, gestionnaires paie, experts-comptables, avocats, juristes d'entreprise, trésoriers du CSE.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

LES ACCIDENTS ET LES MALADIES D'ORIGINE PROFESSIONNELLE : CADRE, PROCÉDURES, INCIDENCES PRATIQUES

Direction scientifique

Maîtres Xavier Bontoux, Yann Bougenaux, Naouel Benhaddou, Laetitia Lopez, avocats et Corentin Moynat, juriste, du Cabinet Fayan-Roux, Bontoux et associés
Avec la participation du Cabinet Marvell Avocats

Notions et questions abordées

L'accident du travail ou la maladie professionnelle sont deux événements auxquels sera confronté tout employeur, qu'il dirige une petite, moyenne ou grande entreprise. Lorsque l'évènement se réalise, l'employeur est alors confronté à une procédure qui s'avère complexe.

La formation Lexlearning « **Les accidents et les maladies d'origine professionnelle : cadre, procédures, incidences pratiques** » aborde ainsi la définition de l'accident du travail et de la maladie professionnelle et fait le point sur la procédure en vigueur depuis le 1er décembre 2019 permettant ainsi une bonne gestion de l'accident ou de la maladie professionnelle.

Les conséquences financières pouvant être lourdes en cas de majoration du taux AT, la formation permet aussi d'approcher la notion de tarification des accidents du travail et maladies professionnelles. Enfin la notion d'indemnisation est évoquée en fin de formation.

Cette formation permet d'acquérir les bases et/ou de faire le point sur ses connaissances sur le sujet.

Objectifs pédagogiques

- Différencier l'accident du travail, de trajet, la maladie « classique » et la maladie professionnelle
- Savoir déclarer un accident du travail et constituer des réserves
- Connaître les étapes des différentes procédures d'instruction du dossier applicable au 1er décembre 2019
- Comprendre la notion de tarification des accidents du travail

Programme

Thème n° 1 - Les accidents du travail

- Définition de l'accident de travail
- Définition de l'accident de trajet
- Le cas de l'accident de télétravail
- La procédure de reconnaissance de l'accident du travail
- Les réserves
- Le recours contre un tiers responsable en cas d'accident du travail

Thème n° 2 - Les maladies professionnelles

- La définition de la maladie professionnelle
- La procédure de reconnaissance de la maladie professionnelle

Thème n° 3 - Les conséquences financières des AT/MP

- La faute intentionnelle
- La faute inexcusable
- Synthèse : La tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles
- Fiche pratique : Calcul du taux de cotisation

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les accidents et les maladies d'origine professionnelle : vidéo introductive, tests de positionnement, fiches pratiques et fiches de synthèse, études détaillées des textes et de la jurisprudence, activités pédagogiques interactives et immersives, annexes et modèles d'actes téléchargeables et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes en droit social au sein d'une Direction des ressources humaines ou des affaires sociales, responsables et assistants des services de paie/comptabilité, administration du personnel.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
 - TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
 - LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
 - L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
 - SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
 - DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

HARCÈLEMENT EN ENTREPRISE : PRÉVENIR ET AGIR

Direction scientifique

Felix Guinebretière, avocat, Cabinet Alkemist Avocats
Vincent Hagenbourger, Directeur administratif et financier et Directeur des ressources humaines, Part-time

Notions et questions abordées

Sujet reconnu juridiquement et au sein de la société par les mouvements Metoo et Balancetonporc ainsi que par la campagne d'information UneFemmeSurCinq, le harcèlement, qu'il soit moral ou sexuel, n'est pas rare en entreprise. En effet, selon le sondage Ekilibre Conseil – Opinion Way réalisé en 2022, 60 % des salariés ont été exposés à, au moins, un agissement à connotation sexiste ou sexuelle en entreprise, soit environ 16,5 millions d'actifs concernés.

Pourtant, la plupart des salariés, y compris les managers, peinent à identifier les situations relevant du harcèlement au travail.

Pour bien réussir sa démarche de prévention, il faut avant tout savoir identifier les situations de harcèlement. Une fois le travail d'identification réalisé, la prévention présente la particularité de mobiliser plusieurs acteurs au sein de l'entreprise, mais également des acteurs externes. Si une démarche de prévention pour éviter toute situation de harcèlement est mise en place dans l'entreprise, elle n'est pourtant pas infaillible, de sorte que l'une des alternatives est la réponse judiciaire.

L'objectif de cette formation est de vous permettre de savoir quel comportement revêt un caractère de harcèlement, qu'il soit moral ou sexuel. Quelles sont les obligations incombant à l'employeur dans le cadre de la lutte contre le harcèlement ? De quelle manière faire cesser une situation de harcèlement et quelles sont les sanctions encourues par le harceleur et l'employeur ?

Objectifs pédagogiques

- Définir le cadre juridique du harcèlement moral et sexuel
- Identifier les comportements à risques et reconnaître les situations de harcèlement moral ou sexuel au travail
- Savoir sécuriser la relation de travail en adoptant les bons réflexes pour lutter contre le harcèlement au travail
- Connaître les différentes sanctions encourues par les auteurs de harcèlement et les éventuels recours

Programme

Thème n° 1 - Le harcèlement : comprendre, reconnaître et prévenir

Chapitre 1 - Les définitions

- Identifier les personnes impliquées, le moment et le lieu
- Le harcèlement sexuel
- Le harcèlement moral

Chapitre 2 - Les obligations de l'employeur

- L'impact des obligations de l'employeur en matière de harcèlement
- Les moyens matériels
- Les moyens humains

Thème n° 2 - Le harcèlement : alerter et réagir

Chapitre 1 - Les enquêtes

- L'utilité des enquêtes
- Les différentes étapes

Chapitre 2 - Les recours et les sanctions

- Les sanctions disciplinaires
- Le recours à la procédure de médiation
- La reconnaissance d'un impact sur la santé du salarié
- Le recours à la justice civile
- Le recours à la justice pénale
- Le régime des preuves de harcèlement
- Les sanctions civiles et pénales

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports le harcèlement : contenus textuels, illustrations, contenus audio, vidéos pédagogiques, infographies, activités interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Dirigeants d'entreprises, directeurs et responsables RH, recruteurs, collaborateurs de la fonction RH, représentants du personnel, juriste, avocats, élèves-avocats et managers ...

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL165**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LE LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE : COMPRENDRE LA CAUSE ÉCONOMIQUE

Direction scientifique

Sofiane Coly, Avocat associé fondateur
Loïc Guitton, Avocat Associé, cabinet Dairia Avocats

Notions et questions abordées

Le motif économique du licenciement est constitué, d'une part, de la cause économique, c'est à dire les raisons économiques qui poussent l'employeur à se réorganiser, et d'autre part, de la cause matérielle, c'est à dire les conséquences sur l'emploi. Comment caractériser cette cause économique ? Le module de formation Lexlearning « Comprendre la cause économique » vous présente les différentes causes pouvant justifier le licenciement pour motif économique, illustrées par des exemples pratiques, et vous donne les clés pour comprendre et analyser les notions comptables.

Objectifs pédagogiques

- Définir les différentes causes pouvant justifier le licenciement pour motif économique
- Comprendre et analyser les notions comptables
- Maîtriser la notion de secteur d'activité
- Connaître le périmètre d'appréciation du motif économique

Programme

1. Les difficultés économiques
2. La réorganisation pour sauvegarde de la compétitivité
3. La mutation technologique
4. La cessation d'activité
5. La notion de groupe
6. La notion de secteur d'activité
7. L'appréciation du secteur économique

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports le licenciement économique : contenu audio et textuel, vidéos, activités pédagogiques interactives, schéma, tableau, fiche pratique et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Avoir suivi la formation Lexlearning : "Régime et pratique du licenciement pour motif économique"

À qui s'adresse cette formation ?

Dirigeants d'entreprise, responsables RH, juristes, avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL164**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **26/02/2025**

LE TRAVAIL DISSIMULÉ : CONNAÎTRE ET APPLIQUER LES DIFFÉRENTES PROCÉDURES

Direction scientifique

Sofiane Coly, Avocat, CEO et fondateur de Dairia Avocats
Rodolphe Bayle, juriste en droit de la Sécurité sociale

Notions et questions abordées

Le travail dissimulé, composante du travail illégal, est une infraction qui englobe deux situations de fraude : la dissimulation totale ou partielle d'activité et la dissimulation totale ou partielle d'emploi salarié. Afin de lutter contre cette infraction, l'URSSAF dispose de moyens de contrôle pouvant conduire au redressement et à une sanction de l'employeur. La formation Lexlearning fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre cette infraction, distinguer les différents contrôles pouvant mener à son constat et au redressement. Bénéficiez de l'expertise de notre formateur, Sofiane Coly, CEO et fondateur du cabinet Dairia Avocats.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les aspects juridiques et les conséquences du travail dissimulé
- Comprendre les pouvoirs et les procédures que l'URSSAF utilise pour rechercher et constater les infractions de travail dissimulé
- Distinguer les deux procédures de contrôle possible
- Connaître les motifs d'annulation
- Savoir quels sont les pouvoirs de l'URSSAF en matière de recouvrement des créances

Programme

- A. La définition du travail dissimulé
- B. La compétence de l'URSSAF pour constater et rechercher les infractions de travail dissimulé
- C. Distinction des procédures de contrôle
- D. Focus sur les motifs d'annulation
- E. Le redressement après constat
- F. Les pouvoirs exorbitants de l'URSSAF en matière de recouvrement des créances

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports le travail dissimulé : contenus audio et textuel, activités pédagogiques interactives, schémas, tableaux, documents exemples, et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes, agents de contrôle de l'URSSAF

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL168**
Durée : **2 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LE LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE : COMPRENDRE LA CAUSE MATÉRIELLE

Direction scientifique

Sofiane Coly, Avocat associé fondateur
Loïc Guitton, Avocat associé, cabinet Dairia Avocats

Notions et questions abordées

Le motif économique du licenciement est constitué, d'une part, de la cause économique, c'est à dire les raisons économiques qui poussent l'employeur à se réorganiser, et d'autre part, de la cause matérielle, c'est à dire les conséquences sur l'emploi. Comment caractériser cette cause matérielle ? Le module de formation Lexlearning « **Le licenciement pour motif économique : comprendre la cause matérielle** » vous présente les trois causes envisageables (la suppression d'emploi, la transformation d'emploi ou la modification du contrat de travail), illustrées par des exemples pratiques, et vous précise les points de vigilance relatifs à la procédure de modification du contrat de travail.

Objectifs pédagogiques

- Définir les différentes causes matérielles pouvant justifier le licenciement pour motif économique
- Cibler les éléments contractuels pouvant constituer une modification du contrat de travail pour motif économique
- Maîtriser la procédure de modification du contrat de travail
- Connaître le périmètre géographique d'appréciation de la cause matérielle

Programme

1. La suppression d'emploi
2. La transformation d'emploi
3. La modification du contrat de travail
4. La procédure de modification du contrat de travail
5. Information complémentaires

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les causes matérielles envisageables pour justifier un licenciement pour motif économique : contenu audio et textuel, vidéos, activités pédagogiques interactives, et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Avoir suivi la formation Lexlearning : "Régime et pratique du licenciement pour motif économique"

À qui s'adresse cette formation ?

Dirigeants d'entreprise, responsables RH, juristes, avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL167**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **13/01/2025**

GÉRER LE LICENCIEMENT POUR INAPTITUDE D'UN SALARIÉ

Direction scientifique

Sofiane Coly, Avocat associé fondateur ; Loïc Guitton, Avocat Associé, cabinet Dairia Avocats

Notions et questions abordées

Cette formation pratique et juridique vous permettra de maîtriser toutes les étapes essentielles pour gérer efficacement un licenciement pour inaptitude, de l'identification des contraintes légales à la mise en œuvre des obligations de l'employeur. Vous apprendrez à analyser les avis d'inaptitude, proposer des reclassements adaptés, et respecter les délais et formalités prévues par le Code du travail. Elle abordera également les points sensibles comme la gestion des échanges avec le salarié, les implications financières, et les éventuels contentieux. Grâce à des cas pratiques et des conseils adaptés, vous serez en mesure d'assurer une gestion conforme de cette situation souvent délicate.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre le cadre juridique de l'inaptitude
- Savoir analyser et interpréter un avis d'inaptitude
- Maîtriser la procédure de reclassement
- Réaliser un licenciement pour inaptitude en conformité avec la loi
- Anticiper et gérer les risques de contentieux

Programme

- Le constat d'inaptitude
- La recherche de reclassement
- La soumission des propositions de reclassement au médecin du travail
- L'information et la consultation du CSE
- La soumission des propositions au salarié
- L'information du salarié
- L'application des règles de droits commun
- Précision concernant le placement du salarié en invalidité

Avantages de notre formation e-learning

- Flexibilité : formez-vous à votre rythme
- Contenu expert : élaboré par des spécialistes du droit des sociétés
- Approche pratique : cas concrets et mises en situation
- Ressources exclusives : supports pédagogiques téléchargeables

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports le licenciement pour inaptitude : contenu audio et textuel, vidéos, activités pédagogiques interactives, cas pratiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes et avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Direction scientifique

Geoffrey Tondou, avocat au barreau de Bourges, spécialisé dans les questions d'indemnisation des préjudices corporels

Notions et questions abordées

Afin de systématiser la réparation des dommages, notamment corporels, subis par les victimes d'accidents de la circulation, le législateur a institué, par la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, un régime spécial qui, dès lors que ses conditions d'application sont réunies, doit être mis en œuvre, à l'exclusion des régimes de droit commun de la responsabilité civile. Ce régime dérogatoire au droit commun édicte des règles qui, de fait, s'émancipent de celles permettant d'engager la responsabilité civile du responsable d'un dommage. Ce régime s'est notamment construit sous l'influence des régimes de responsabilité de droit commun comme le montre, par exemple, l'emprise que conserve la faute dans ce régime spécial où la réparation n'est pas subordonnée à la commission d'une faute.

La jurisprudence abondante de ces dernières années est venue interpréter l'esprit du législateur de 1985, permettant ainsi de pallier les nombreux silences de la loi, devenus source d'incertitudes juridiques.

La formation Lexlearning « **L'indemnisation des préjudices liés à un accident de la circulation** » vient, par une analyse et à l'appui de plusieurs supports pédagogiques, proposer l'étude approfondie du régime spécial d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation.

La formation vous propose d'envisager les conséquences pratiques des évolutions légales et jurisprudentielles en la matière, afin d'actualiser vos connaissances, adopter les bons réflexes, optimiser votre stratégie procédurale et sécuriser votre pratique dans les contentieux.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser le cadre juridique du régime spécial de l'indemnisation des accidents de la circulation
- Construire une argumentation juridique lors d'une action en indemnisation fondée sur ce régime
- Savoir mettre en œuvre les conditions du droit à réparation des conducteurs et des non conducteurs victimes : procédures amiables et judiciaires
- Identifier et caractériser les préjudices résultant des dommages subis
- Savoir constituer un dossier d'indemnisation amiable
- Recourir à l'expertise amiable et judiciaire

Programme

Thème n° 1 - Les conditions d'indemnisation des préjudices liés aux accidents de la circulation

A. Les conditions tenant aux circonstances de l'accident

Introduction

- 1) La présence d'un véhicule terrestre à moteur
- 2) L'existence d'un fait accidentel
- 3) L'existence d'un fait de circulation
- 4) L'implication du véhicule terrestre à moteur
- 5) L'imputabilité du dommage de la victime à l'accident

B. Les conditions tenant à la victime de l'accident

Introduction

- 1) La victime non conductrice
 - 2) La victime conductrice
- Conclusion

Thème n° 2 - Les procédures d'indemnisation des préjudices liés aux accidents de la circulation

Introduction

A. L'indemnisation amiable des préjudices liés aux accidents de la circulation

- 1) La connaissance des accidents de la circulation par les compagnies d'assurances
- 2) L'obligation d'information réciproque
- 3) La constitution du dossier
- 4) Les demandes de provisions
- 5) Le recours à l'expertise amiable
- 6) Les délais, contenu et pénalités applicables à l'offre définitive d'indemnisation
- 7) Le principe du droit de dénonciation de la victime
- 8) Les délais de règlement de l'indemnisation amiable
- 9) Les conditions de validité spécifiques de la transaction concernant un mineur ou un majeur protégé
- 10) La possibilité de rouvrir un dossier en aggravation

B. L'indemnisation judiciaire des préjudices liés aux accidents de la circulation :

- 1) L'indemnisation devant le juge civil
 - 2) L'indemnisation devant le juge pénal, statuant sur intérêts civils
- Conclusion

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports l'indemnisation des préjudices liés à un accident de la circulation : vidéo introductive, test de positionnement, supports de cours, synthèse des notions essentielles à retenir, schémas récapitulatifs, infographie et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, magistrats, juristes d'entreprises, chargés d'indemnisation.
Toute personne impliquée dans un accident de la circulation souhaitant connaître ses droits et obligations.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

DROIT ET PRATIQUE DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

Direction scientifique

Jérôme Casey,
Avocat au barreau de Paris, Maître de Conférences à l'Université de Bordeaux, et Directeur scientifique des Ouvrages « Droit du divorce »
et « Droit des régimes matrimoniaux »

Notions et questions abordées

Avertissement : ce module a pour objectif de vous énoncer le droit positif, analyser la jurisprudence, vous avertir sur les pièges les plus dangereux, vous donnant ainsi la possibilité d'être un véritable avocat en droit de la famille, ce qui suppose d'allier la technique juridique la plus précise à des qualités humaines. Cependant, dans ce module, vous ne trouverez pas de méthode de calcul de la prestation compensatoire pour la simple et bonne raison que la Cour de cassation a jugé illicites de tels barèmes. Tant qu'il n'existe pas de barème officiel, il n'est donc pas sérieux de proposer une méthode de calcul qui serait illicite par nature.

Le divorce mettant fin au devoir de secours entre époux, l'un des époux peut être tenu de verser à l'autre une prestation destinée à compenser, autant qu'il est possible, la disparité que la rupture du mariage crée dans les conditions de vie respectives.

Prévue aux articles 270 et suivants du Code civil, la prestation compensatoire constitue l'une des principales sources de conflit entre les époux, s'agissant des enjeux financiers et patrimoniaux du divorce.

Les questions auxquelles sont confrontés les avocats, tant celui du créancier que celui du débiteur, sont très nombreuses tout au long de la procédure de divorce (« *Ai-je droit ?* » ; « *Pour quel montant ?* », « *Sous quelle forme et quelles modalités ?* »), et même après le prononcé du divorce (« *Quand payer ?* » ; « *Comment faire en cas de défaut de paiement ?* » ; « *Comment peut-on réviser la prestation ?* » ; « *Quel sera le régime fiscal ?* » etc..

La formation Lexlearning « **Droit et pratique de la prestation compensatoire** » permet d'aborder l'ensemble de ces questions à travers une étude approfondie et éclairante, tant des textes que de la jurisprudence particulièrement riche sur le sujet.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser le cadre juridique de la prestation compensatoire
- Appréhender la jurisprudence "piégeuse" de la matière
- Connaître les différentes formes et modalités de la prestation compensatoire
- Savoir argumenter en matière de prestation compensatoire pour obtenir une issue favorable à vos dossiers
- Connaître les règles de paiement, de recouvrement et de révision de la prestation compensatoire
- Et enfin, maîtriser son régime fiscal

Programme

1. La demande de prestation compensatoire
2. Le droit à prestation compensatoire
3. Le montant de la prestation compensatoire
4. Les formes et modalités de la prestation compensatoire
5. Le paiement et l'exécution de la prestation compensatoire
6. La révision de la prestation compensatoire
7. La fiscalité de la prestation compensatoire

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, la prestation compensatoire : vidéo introductive, tests de positionnement, supports de cours textuels et audios, activités pédagogiques, infographies, fiches pratiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats, juge aux affaires familiales...

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
 - TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
 - LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
 - L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
 - SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
 - DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

RÉFORME DE LA PROCÉDURE DES DIVORCES CONTENTIEUX : LES BONS RÉFLEXES

Direction scientifique

Jérôme Casey,
Avocat au barreau de Paris, Maître de Conférences à l'Université de Bordeaux, et Directeur scientifique de l'Ouvrage « Droit des régimes matrimoniaux »

Notions et questions abordées

Appréhendez la réforme de la procédure des divorces contentieux en abordant les différentes étapes de la nouvelle procédure : la demande contentieuse en divorce, l'assignation et ses suites procédurales, l'audience d'orientation et sur mesures provisoires (AOMP) et le prononcé du divorce.

Cette formation vous permettra de maîtriser les aspects procéduraux de la réforme qui entrera en vigueur au **1er janvier 2021** (loi n° 2020-734 du 17 juin 2020) en explorant les diverses questions de fond soulevées par cette réforme.

Bénéficiez de l'expertise de notre expert-métier, Jérôme Casey, Avocat associé au Barreau de Paris, Maître de Conférences à l'Université de Bordeaux, pour actualiser vos connaissances, adopter les bons réflexes, optimiser votre stratégie procédurale et sécuriser votre pratique dans vos contentieux en matière de divorce.

Cette formation intègre la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, le décret n° 2019-1380 du 17 décembre 2019, relatif à la procédure applicable aux divorces contentieux, le décret n° 2020-1452, du 27 novembre 2020 et le décret n° 2023-25 du 23 janvier 2023, qui a modifié l'article 1107 du Code procédure civile.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre et savoir mener l'ensemble de la nouvelle structure processuelle des divorces contentieux
- Identifier et retenir les nouveautés de la réforme
- Explorer et répondre aux questions de fond soulevées à chaque étape de la procédure
- Maîtriser les questions stratégiques à chaque stade de la procédure
- Savoir rédiger une assignation à fin de divorce devant le JAF du tribunal judiciaire
- Maîtriser l'ensemble des délais

Programme

Le droit transitoire de la réforme
L'introduction de la demande en divorce : questions de stratégie et irrecevabilités
Le contenu de la nouvelle assignation
Signification, constitution et saisine du JAF (procédure ordinaire et procédure d'urgence)
L'audience d'orientation et sur mesures provisoires (AOMP)
Le rôle de l'avocat au cours de l'AOMP
L'absence de mesures provisoires
La date d'effet des mesures provisoires et nouveaux pouvoirs du juge
Le prononcé du divorce
La liaison divorce/liquidation
Infographies et modèles à jour
Quiz de validation

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports les apports de la réforme : vidéo introductive, test de positionnement, conférence audio analysant les pratiques issues de la réforme, étude des textes et nouveautés de la réforme, infographies, modèles d'actes, quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Direction scientifique

Caroline Hussar, Avocate au barreau de Clermont-Ferrand

Notions et questions abordées

Principalement contractuelle entre le médecin libéral et le patient, la relation médicale devient délictuelle lorsque l'on sort du contrat médical stricto sensu. Inversement, et alors qu'elle est essentiellement extracontractuelle devant le juge administratif en raison de la nature fonctionnelle entre le service public hospitalier et le patient, elle est parfois délictuelle et revient devant le juge judiciaire en cas de faute personnelle détachable du service. Certaines de ces différences ont disparu avec le fondement légal extracontractuel de responsabilité à l'œuvre depuis la loi du 4 mars 2002 qui a considérablement unifié les fondements de responsabilité, dans une matière toujours dominée par la dualité juridictionnelle.

La responsabilité médicale est également dotée d'un mécanisme d'indemnisation spécifique qu'il convient de maîtriser en cas d'engagement de la responsabilité des professionnels ou établissements de santé.

La formation Lexlearning « **La responsabilité médicale : maîtriser les fondamentaux et mettre en pratique** » fournit aux professionnels les clés de compréhension des différents régimes de responsabilité et aborde les aspects du contentieux médical et notamment l'étape-clé qui est l'expertise judiciaire.

Objectifs pédagogiques

- Identifier les différentes formes de responsabilité (établissements de santé public/privés, professionnels de santé)
- Différencier les régimes de fautes
- Organiser les différentes procédures y compris le recours ordinaire
- Connaître les mécanismes de solidarité nationale
- Saisir la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI)
- Saisir l'ONIAM
- Connaître le rôle de l'expertise
- Apprécier le déroulement de l'expertise
- Connaître le rôle de l'avocat dans la procédure d'expertise

Programme

Thème n° 1 - La responsabilité des professionnels de santé

1. Responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle
2. Les types de responsabilités

Thème n° 2 - La responsabilité civile des établissements de santé privés

1. La responsabilité pour faute
2. La responsabilité sans faute

Thème n° 3 - La responsabilité civile des établissements de santé publics

1. Les défaillances administratives
2. La coordination au sein du service et entre les services
3. Les absences, sous-effectifs, compétences et glissements de tâches
4. Les défaillances humaines : défaut de surveillance dans la « vie hospitalière »
5. La faute établie à l'origine d'une infection nosocomiale

Thème n° 4 - La solidarité nationale

1. L'accident médical
2. L'infection nosocomiale

Thème n° 5 - Les différentes procédures juridictionnelles

1. Responsabilité civile et administrative
2. La procédure ordinaire
3. La procédure devant la CCI
4. Le contentieux contre l'ONIAM
5. La procédure pénale

Thème n°6 - L'expertise judiciaire

1. La constitution du dossier en amont de l'expertise
 2. L'expertise et la preuve
 3. Les personnes intervenant dans le cadre de l'expertise et le principe du contradictoire
 4. Préparer son client à l'expertise
 5. Les trois phases de l'expertise
 6. Le pré-rapport et les dires
- Le rapport définitif et ses suites

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports les fondamentaux de la responsabilité médicale : vidéo introductive, vidéos pédagogiques de l'intervenante, activités interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats traitant de la responsabilité médicale et du dommage corporel, juristes des établissements de santé, professions médicales, juristes gestionnaires de sinistres, chargés d'indemnisation.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL145**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **19/09/2022**

POINTS D'ATTENTION ET D'ACTUALITÉ EN DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

Direction scientifique

Alice Barrellier, Avocat au barreau de Caen, spécialisée en droit du dommage corporel, intervenante au DU Réparation du dommage corporel de l'Université Paris I
Christophe Quézel-Ambrunaz, Enseignant-chercheur à l'Université Savoie Mont Blanc, Membre de l'Institut universitaire de France

Notions et questions abordées

La réparation des dommages corporels est une matière perpétuellement en train de se réinventer, et à la complexité certaine. Les évolutions de la jurisprudence sont importantes, des outils nouveaux apparaissent, et les praticiens sont parfois désorientés. La formation Lexlearning « **Points d'attention et d'actualité en droit du dommage corporel** », dispensée conjointement par une avocate et un professeur spécialisés en droit du dommage corporel, est l'occasion d'éclairer l'actualité et d'encourager une réflexion sur les pratiques.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les derniers développements jurisprudentiels du droit du dommage corporel
- Appréhender de nouveaux outils et de nouvelles méthodes pour innover dans la pratique
- Approfondir ses connaissances et sécuriser ses méthodes et écritures

Programme

I. Actualités

- Préjudice d'angoisse de mort imminente vs. Souffrances endurées
- Préjudice d'attente et d'inquiétude vs. Préjudice d'affection
- Aggravation du dommage et soins nouveaux
- L'incidence professionnelle, un poste en cours de redéfinition
- Fauteuil roulant électrique et accident de la circulation

II. Points d'attention et méthodes nouvelles

- Assiette et méthode du doublement des intérêts en matière d'accidents de la circulation
- Indemnisation du DFP au-delà de l'indemnisation au point
- Capitalisation des rentes différées
- Capitalisation des rentes à l'aide d'un logiciel
- Évaluation des préjudices extrapatrimoniaux selon un prix de journée

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, l'actualité du droit du dommage corporel : vidéo avec l'intervention de différents intervenants, recueil de jurisprudence, panoramas d'actualité, articles de doctrine, support pédagogique rédigé et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats (spécialisés ou non en droit du dommage corporel), gestionnaires de sinistres, inspecteurs-régisseurs, chargés d'indemnisation, médecins-experts

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL157**

Durée : **3 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

DOMMAGE CORPOREL : APPLIQUER LES BONNES MÉTHODES DE CALCUL

Direction scientifique

Christophe Quézel-Ambrunaz, Professeur de droit privé à l'Université Savoie Mont Blanc et Me Floriane Forge, Avocat au Barreau de Chambéry

Notions et questions abordées

La pratique du droit du dommage corporel suppose de réaliser quelques calculs : pourcentages d'indemnisation partielle en cas de perte de chance, indexation des rentes, actualisation des frais passés... Omettre certains calculs, ou commettre des erreurs, se révèle toujours préjudiciable pour les parties, et pourrait engager la responsabilité de celui ayant commis l'erreur.

Cette formation vise à permettre à chaque praticien du dommage corporel de gagner en assurance dans la réalisation de ces calculs - même pour ceux qui seraient fâchés avec les mathématiques !

Objectifs pédagogiques

- Réaliser les calculs nécessaires à la liquidation des préjudices issus d'un dommage corporel
- Faire des choix raisonnés entre les différentes méthodes de calculs lorsqu'il en existe plusieurs
- Justifier la manière d'opérer les calculs

Programme

- Thème n° 1 - L'application de fractions ou de pourcentages
- Thème n° 2 - L'actualisation des valeurs passées
- Thème n° 3 - Le calcul des intérêts des dettes de dommages et intérêts
- Thème n° 4 - Le calcul du déficit fonctionnel permanent à partir du prix du point
- Thème n° 5 - Le calcul de la perte de revenus des proches
- Thème n° 6 - La revalorisation des rentes
- Thème n° 7 - La capitalisation des rentes à partir d'un prix de l'euro de rente
- Thème n° 8 - L'imputation des prestations des tiers payeurs
- Thème n° 9 - Les années, mois et semaines normalisés

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les calculs en droit du dommage corporel : contenus textuels, contenus audio, vidéos pédagogiques de l'intervenant, cas pratique et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Avoir suivi la formation **Droit du dommage corporel : maîtriser les fondamentaux (LXBEL163)** ou avoir des connaissances en matière de dommage corporel, notamment sur les principaux postes de préjudice ou le recours des tiers payeurs

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats spécialisés ou ayant une activité en droit du dommage corporel, gestionnaires de sinistres ou de fonds d'indemnisation, inspecteurs-régisseurs

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL163**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

DROIT DU DOMMAGE CORPOREL : MAÎTRISER LES FONDAMENTAUX

Direction scientifique

Christophe Quézel-Ambrunaz, Professeur de droit privé à l'Université Savoie Mont Blanc
Floriane Forge, Avocate au barreau de Chambéry

Notions et questions abordées

Le droit du dommage corporel est une matière récente qui ne cesse d'évoluer. Il est indispensable de maîtriser les principes fondamentaux de ce domaine innovant afin d'appréhender au mieux les rouages de la procédure indemnitaire. Cette formation permet à tous les professionnels intéressés par le droit du dommage corporel d'acquérir des bases solides en la matière, afin de mener à bien un dossier de son ouverture jusqu'à l'indemnisation des victimes. Seront abordées au sein de ce module les notions indispensables à la pratique de la réparation corporelle : principes généraux, déroulement de l'expertise médicale et procédure.

Objectifs pédagogiques

- Appréhender la notion de dommage corporel
- Comprendre le principe de réparation intégrale
- Définir une stratégie en matière d'expertise
- Maîtriser les rouages de la procédure indemnitaire, amiable comme contentieuse
- Mener à bien une affaire en droit du dommage corporel
- Liquider les postes de préjudice consécutifs à un dommage corporel

Programme

Thème n° 1 - Les notions essentielles relatives au droit du dommage corporel

1. Premières vues sur le dommage corporel
2. Le principe de réparation intégrale
3. L'autorité de la chose jugée et ses conséquences
4. La libre disposition des dommages et intérêts
5. La prescription en matière de dommage corporel
6. L'expertise médico-légale
7. Voie amiable, voie judiciaire, fonds d'indemnisation
8. Victimes directes, victimes indirectes

Thème n° 2 - Les postes de préjudice

1. Les postes patrimoniaux de la victime directe
2. Les postes extra-patrimoniaux de la victime indirecte
3. Les postes patrimoniaux de la victime indirecte
4. Les postes extra-patrimoniaux de la victime indirecte

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports les notions fondamentales en droit du dommage corporel : vidéos, contenu audio et textuel, exercice de mise en situation, activités pédagogiques interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats souhaitant avoir une activité en droit du dommage corporel, gestionnaires de sinistres ou de fonds d'indemnisation, inspecteurs-régisseurs

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

PACTE DUTREIL : OPTIMISATION FISCALE DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Direction scientifique

Sarah Maubert-Mendez, avocate au barreau d'Aix-en-Provence

Notions et questions abordées

La formation est à jour avant dépôt du projet de loi de finances qui a été présenté le 10 octobre 2024. L'actualité du texte est suivie pour une mise à jour ultérieure.

Que ce soit à la suite d'un décès ou d'une donation, la transmission d'entreprise est un processus très répandu qui peut toutefois s'avérer coûteux. Il est donc indispensable pour le conseil de maîtriser les différentes techniques permettant de réduire la facture fiscale.

Parmi ces techniques, figure le « pacte Dutreil », un dispositif instauré par la loi n° 2003-721 du 1er août 2003, dite « loi Dutreil ».

De telles transmissions sont soumises à une imposition des droits de mutation à titre gratuit. Le montant de l'imposition dépend d'un barème progressif par tranches, dont le taux applicable est déterminé en tenant compte des donations antérieures et de la valeur de l'entreprise à transmettre. En pratique, cela peut représenter une somme importante, atteignant parfois les taux les plus élevés du barème (40 % et 45 %), si bien que la vente de l'entreprise par les héritiers devient inévitable.

Pour éviter de telles dérives, le pacte Dutreil permet une diminution de l'assiette taxable correspondant à 75 % des parts ou des actions s'il s'agit de la transmission d'une société, ou 75 % des biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels affectés à l'exploitation de l'entreprise s'il s'agit d'une entreprise individuelle.

La formation Lexlearning « **Pacte Dutreil : optimisation fiscale de la transmission d'entreprise** » offre aux professionnels les connaissances et les outils nécessaires pour bénéficier de ce mécanisme légal et ainsi alléger le coût fiscal de la transmission des entreprises et des sociétés dans le cadre familial.

Bénéficiez de l'expertise de nos auteurs spécialisés pour actualiser vos connaissances, adopter les bons réflexes, optimiser votre stratégie procédurale et sécuriser votre pratique.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser le champ d'application du pacte Dutreil
- Comprendre les exigences du pacte Dutreil et ses conditions d'application
- Envisager le pacte Dutreil comme technique d'optimisation de la transmission d'une société et d'une entreprise individuelle
- Utiliser le pacte Dutreil comme véritable outil d'optimisation fiscale
- Saisir les enjeux fiscaux du pacte Dutreil
- Connaître les obligations déclaratives adéquates
- Envisager les hypothèses de remises en cause du pacte Dutreil

Programme

Thème n° 1 - Le champ d'application

- Les titres éligibles
- Les transmissions

Thème n° 2 - Les conditions d'application

- L'engagement collectif de conservation
- L'engagement individuel de conservation
- Les fonctions de direction

Thème n° 3 - La mise en œuvre et la liquidation des droits

- La liquidation
- Exemples chiffrés

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports les fondamentaux du Pacte Dutreil : vidéo de présentation, support pédagogique textuel avec des exemples chiffrés et de la jurisprudence, schémas, modèle de rédaction de Pacte Dutreil et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, dirigeants et experts-comptables.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL123**

Durée : **5 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

FISCALITÉ DES DONATIONS ET SUCCESSIONS : MAÎTRISER ET PRATIQUER

Direction scientifique

Jérôme Bissardon, Avocat Fiscaliste - FBT Avocats

Notions et questions abordées

La transmission d'un patrimoine obéit aux règles des successions ou des donations. La donation est réalisée avant son décès par la personne qui veut transmettre des biens alors que la succession se fait après son décès. La maîtrise des règles fiscales qui régissent ces deux régimes peut permettre d'optimiser la transmission du patrimoine. Cette formation propose d'apporter aux professionnels du droit les clés pour préparer et limiter fiscalement le règlement des successions et des donations.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les bases du droit des successions
- Calculer les droits du conjoint survivant dans la succession
- Déterminer les règles relatives à la déclaration de succession
- Savoir déposer une déclaration de succession
- Déterminer la part taxable
- Appliquer les abattements et le barème pour calculer les droits de succession
- Cerner le régime juridique et fiscal des donations
- Acquérir les notions de base sur les dévolutions successorales légale et volontaire et les droits des héritiers associés à chaque cas
- Connaître les fondamentaux de la transmission de patrimoine immobilier à titre gratuit et des droits de succession
- Déterminer les différentes modalités de paiement des droits

Programme

Thème n° 1 - Les règles juridiques et fiscales du droit des successions

- Les principes essentiels du droit des successions
- Les droits successoraux du conjoint successible
- La loi applicable à la succession
- La détermination des droits de mutation à titre gratuit
- Les obligations déclaratives

Thème n° 2 - Les règles juridiques et fiscales du droit des donations

- Les notions juridiques du droit des donations
- Les principes fiscaux du droit des donations
- Les modalités de paiement

Thème n° 3 - Opérations particulières

- L'opération de donation-cession
- L'opération d'apport-cession

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports la fiscalité des donations et successions : vidéo introductive, test de positionnement, infographies, synthèse des notions à retenir et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, juristes d'entreprises, chef d'entreprises, experts-comptables.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL161**

Durée : **3 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

MAÎTRISER LES FONDAMENTAUX DU DROIT DOUANIER

Direction scientifique

Amynthe Levasseur, avocate au barreau de Rouen

Notions et questions abordées

Plongez dans l'univers du droit douanier avec notre module de formation Lexlearning : « Maîtriser les fondamentaux du droit douanier ». Ce cours de 3 heures vous offre une compréhension approfondie des enjeux douaniers essentiels :

- **Introduction dynamique** au droit douanier, vous permettant de saisir les enjeux contemporains
- **Analyse des piliers du droit douanier**, avec une attention particulière sur l'identification et la gestion des risques
- **Exemples pratiques** illustrant les concepts clés, pour une application immédiate dans votre pratique professionnelle.

Ne laissez pas le droit douanier vous échapper ! Inscrivez-vous et renforcez votre expertise pour mieux conseiller vos clients.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les aspects juridiques du droit douanier européen
- Connaître les pouvoirs des agents en douane
- Définir les procédures applicables aux contrôles douaniers
- Comprendre les pouvoirs de l'Administration des douanes
- Maîtriser les différents aspects du contentieux douanier
- Enumérer les différentes sanctions applicables en cas de délit douanier

Programme

Introduction au droit douanier

- Le territoire douanier de l'Union
- Les flux concernés
- Les sources du droit douanier
- Les acteurs
- Les formalités douanières à l'importation et à l'exportation
- La détermination des taxes et droits à payer

Thème n° 1 - Les piliers douaniers

- Le classement tarifaire
- L'origine
- La valeur en douane

Thème n° 2 - L'appréhension des risques douaniers

- Le déroulement du contrôle douanier
- Les pouvoirs de l'Administration des douanes
- Le contentieux douanier
- Les sanctions encourues

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports les fondamentaux du droit douanier : contenus audio et textuel, vidéos d'experts, activités pédagogiques interactives, et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes, agents de contrôle des douanes.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL130**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LES GARANTIES DE PASSIF : ENJEUX PRATIQUES ET ACTUALITÉ

Direction scientifique

Clément Barrillon, Maître de conférences Université Paris Nanterre, Directeur associé au sein du Conseil scientifique de KPMG avocats

Notions et questions abordées

Des mécanismes de droit commun difficilement mobilisables (erreur et dol)
Des mécanismes de droit spécial inexploitable (garantie des vices cachés)

Thème n° 2 - Le régime des garanties de passif

Les règles de conclusion des garanties de passif
Le régime juridique des garanties de passif, façonné par la jurisprudence
L'obligation de notification à la charge du cessionnaire
La circulation de la garantie

Conseils pratiques

Vidéos pédagogiques

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports les garanties de passif : vidéo introductive, test de positionnement, vidéos pédagogiques des formateurs, infographies, guide de jurisprudence actualisé, synthèse des notions à retenir et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, juristes d'entreprises, banquiers, chef d'entreprises, experts-comptables.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL131**
Durée : **2 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LES PACTES D'ACTIONNAIRES : CADRE JURIDIQUE ET CONSEILS RÉDACTIONNELS

Direction scientifique

Marine Michineau, Maître de conférences Université Paris Nanterre, Directrice du Master Analyse et pratique du droit des affaires

Notions et questions abordées

Les pactes d'associés connaissent un véritable succès en raison de leur capacité à répondre aux besoins de la pratique (contrôler les mouvements du capital social, garantir l'issue d'un vote, organiser les pouvoirs dans la société...). Ils sont ainsi devenus un outil cardinal de la vie des affaires. C'est pourquoi il importe d'en maîtriser le régime : conditions de formation, vie du pacte, exécution du pacte...

La notion de pactes d'associés ne recouvre pas une figure contractuelle définie. La raison en est qu'il existe une multitude de variétés de conventions d'associés. Il est toutefois possible de les appréhender globalement, dès lors qu'elles reposent sur des techniques contractuelles de base. En effet, le pacte extrastatutaire emprunte l'une des nombreuses figures classiques du droit commun des obligations : promesses unilatérales de vente ou d'achat, simples ou croisées, promesses de porte-fort, clauses pénales... C'est donc à partir de ces figures contractuelles de base que seront présentées les conditions de validité du pacte, les exigences liées à l'exécution du pacte ou encore les sanctions de sa violation.

L'examen des pactes d'actionnaires invite à aborder les quatre thématiques suivantes :

- dresser une typologie des principales conventions auxquelles recourt la pratique
- envisager la validité des pactes au regard de certaines règles d'ordre public avec lesquelles ils sont amenés à entrer en contact
- identifier les pactes qui font l'objet de contraintes particulières, en particulier des mesures de publicité
- organiser les sanctions de la violation du pacte, afin d'en garantir l'efficacité.

La formation Lexlearning « **Les pactes d'actionnaires : cadre juridique et conseils rédactionnels** » propose aux professionnels du droit un tour d'horizon du régime juridique qui leur est applicable, afin de sécuriser les pratiques, identifier les risques ou encore définir les axes de stratégie adaptés à la gestion des affaires sociales.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les différentes finalités des pactes d'actionnaires, afin de les adapter aux besoins des associés
- Identifier et prévenir les risques liés à l'exécution des pactes, en organisant la sanction de leur violation
- Accompagnement à la rédaction des pactes.

Programme

I. La conclusion du pacte d'actionnaires

Les pactes relatifs au capital

Les pactes relatifs aux pouvoirs

La formation et les débats autour de la validité des pactes

II. La vie du pacte d'actionnaires

Les exigences propres à certains pactes d'actionnaires

Les sanctions de la violation du pacte

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports les pactes d'actionnaires : vidéo introductive, test de positionnement, vidéos pédagogiques de la formatrice, infographies, guides de jurisprudences actualisés, synthèses des notions à retenir et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, juristes d'entreprises, banquiers, chef d'entreprises, experts-comptables.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL152**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **09/10/2024**

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE (SCI) : OUTIL D'OPTIMISATION JURIDIQUE ET FISCALE

Direction scientifique

Marine Michineau, Maître de conférences à l'Université Paris Nanterre, co-directrice scientifique des modules de formation de droit des sociétés Lexlearning

Notions et questions abordées

La société civile immobilière (SCI) est une forme sociale permettant l'exploitation d'un ou plusieurs immeubles par plusieurs associés (deux au minimum). Elle est parfois utilisée comme alternative à l'indivision pour l'acquisition de biens immobiliers.

La création d'une SCI est une décision qui ne doit pas être prise à la légère, tant elle soulève des enjeux juridiques et comptables. La formation vise à identifier ces enjeux et attirer l'attention du rédacteur des statuts constitutifs sur les situations conflictuelles.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les avantages et inconvénients d'une SCI
- Identifier les enjeux fiscaux et juridiques d'une SCI
- Accompagner à la rédaction des statuts d'une SCI
- Maîtriser les enjeux liés au choix du régime fiscal de la SCI (transparence ou opacité fiscale)

Programme

Thème n° 1 - Maîtriser les aspects juridiques de la SCI

Les atouts de la SCI

Les pouvoirs du gérant dans l'ordre interne

La répartition des pouvoirs dans l'ordre interne

Les pouvoirs du gérant dans l'ordre externe

Thème n° 2 - Maîtriser les aspects fiscaux de la SCI

Taxation des résultats

Taxation des plus-values

Choix du régime d'imposition : IR ou IS ?

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports le régime juridique et fiscal des sociétés civiles immobilières : vidéos pédagogiques, infographies, fiches pratiques, guide de jurisprudence actualisé, tableaux comparatifs et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Connaître les bases du droit des sociétés

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, juristes d'entreprises, banquiers, chef d'entreprises, experts-comptables

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL166**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **26/11/2024**

SOCIÉTÉ EN FORMATION : MAÎTRISER LES ENJEUX PRATIQUES

Direction scientifique

Tristan GIRARD-GAYMARD, Maître de conférences (UCLy) / Avocat associé (Bruzzo Dubucq) / Virginie CADOUIN, Avocate associée (Bruzzo Dubucq)

Notions et questions abordées

Spécialement conçue pour les professionnels du droit confrontés aux sociétés en formation, cette formation propose une approche à la fois pratique et exhaustive des enjeux juridiques qui entourent cette forme de société pour leur permettre de maîtriser toutes les subtilités de ce régime juridique particulier et d'optimiser leurs interventions dans ce domaine.

Objectifs pédagogiques

Plongez au cœur des enjeux juridiques des sociétés en formation avec notre formation e-learning conçue sur mesure pour les avocats et juristes. Développez une expertise pointue et gagnez en efficacité dans vos interventions ! Cette formation innovante vous permettra de :

- Maîtriser les fondements juridiques qui régissent la société en formation
- Identifier et analyser les risques juridiques associés à la société en formation
- Acquérir des réflexes pratiques pour optimiser vos conseils

Programme

1. La notion de société en formation
2. La reprise des actes
3. Les effets de la reprise ou de l'absence de reprise des actes
4. Le fonctionnement de la société en formation
5. Le point de départ et la fin de la société en formation
6. Les actes conclus pendant la période de formation

Avantages de notre formation e-learning

- Flexibilité : formez-vous à votre rythme
- Contenu expert : élaboré par des spécialistes du droit des sociétés
- Approche pratique : cas concrets et mises en situation
- Ressources exclusives : supports pédagogiques téléchargeables

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les enjeux pratiques de la société en formation : vidéos, infographies, fiches pratiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes et avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL98**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DES CONSTRUCTEURS : MÉCANISMES, CONDITIONS ET ACTUALITÉS

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

La responsabilité décennale des constructeurs est, sans doute, la responsabilité la plus connue applicable aux dommages qui affectent les constructions. D'abord, parce qu'elle est d'une efficacité redoutable puisque le constructeur, présumé responsable des désordres aura le plus grand mal à invoquer la cause étrangère pour échapper à sa responsabilité. Ensuite, parce qu'elle est efficace pour avoir su combiner la responsabilité du constructeur avec l'obligation pour lui de s'assurer pour les risques de nature décennale. Enfin parce qu'elle est généreuse en favorisant une réparation intégrale des préjudices, de toutes natures, subis par le maître d'ouvrage. Aussi séduisante soit-elle, la responsabilité décennale des constructeurs reste subordonnée à des conditions outre un régime particulier.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les principes régissant la responsabilité civile décennale des constructeurs.
- Identifier les titulaires de l'action en responsabilité décennale des constructeurs.
- Connaître les conditions d'application de la responsabilité décennale des constructeurs relatives à l'objet de la garantie.
- Maîtriser la notion de réception de l'ouvrage.
- Maîtriser les causes d'exonération du constructeur.

Programme

- I. Les conditions de la responsabilité civile décennale du constructeur
- Les conditions relatives aux personnes
 - Les conditions relatives à l'objet de la garantie
- II. Le régime de la responsabilité civile décennale du constructeur
- La réception
 - La présomption

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, la responsabilité décennale des constructeurs: vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, podcasts, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, assureurs, courtiers, risk managers, juristes d'entreprises.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les
de **LEXBASE**
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL97**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LA RÉCEPTION DE L'OUVRAGE : QU'EST-CE QUE C'EST ? QUELS EN SONT LES EFFETS ?

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

Le point de savoir si l'ouvrage ou l'élément d'équipement a été réceptionné ou non est l'une des toutes premières questions à se poser dans tous les dossiers, cas pratiques ou autres situations. C'est LE point de départ de la plupart des délais de responsabilités mais la réception ne sert pas qu'à cela. Elle opère aussi un transfert de la garde des constructions et termine le contrat d'entreprise. Il est donc fondamental de pouvoir caractériser la réception et d'en maîtriser les conséquences.

Objectifs pédagogiques

- Savoir caractériser la réception
- Comprendre la chronologie de la réception
- Identifier les cas légaux et le cas jurisprudentiel de la réception
- Maîtriser les conséquences de la réception
- Identifier le point de départ des différentes garanties

Programme

Introduction

- La réception : les grands principes

Première partie : La caractérisation de la réception

- Les cas légaux de réception
- Le cas jurisprudentiel de la réception

Deuxième partie : Les conséquences de la réception

- La fin des relations contractuelles entre les parties
- Le point de départ de l'action en responsabilité contre le constructeur

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de supports variés, la réception de l'ouvrage : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos de l'intervenante, podcasts, activités interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, assureurs, courtiers, risk managers, juristes d'entreprises.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL100**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS À L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION : IDENTIFICATION ET RESPONSABILITÉS

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

L'opération de construction est toujours complexe. Cette complexité ne s'explique pas seulement par les contraintes techniques du projet. La construction d'un ouvrage ou d'un élément d'équipement implique plusieurs intervenants dont les missions ne sont pas toujours simples, ni à déterminer, ni à qualifier. Pourtant, c'est en fonction de ces missions que se déduisent les responsabilités.

Face à l'exigence et à la technicité de cette matière, la présente formation ose le pari de la simplification, pour susciter ou redonner l'envie d'approfondir et d'en savoir plus.

La formation Lexlearning « Les différents intervenants à l'opération de construction : identification et responsabilités » fournit aux professionnels du droit, mais aussi à ceux de la construction, les outils pour intégrer dans leur pratique les grands mécanismes applicables.

Bénéficiez de l'expertise de notre formatrice, Juliette MEL, docteur en droit, avocat associé d'un cabinet dédié à l'assurance construction, chargée d'enseignements de cette matière dans les facultés de droit de l'IUPEC et de SACLAY en masters, responsable de la commission "Marchés de Travaux" à l'OAP, animatrice sur Lexradio de la chronique hebdomadaire « CONSTRUIS TOI » et chroniqueuse de l'actualité du droit de la construction, notamment pour la revue Lexbase Droit privé.

Objectifs pédagogiques

- Distinguer les différents intervenants à l'opération de construire.
- Savoir qualifier le maître d'ouvrage.
- Comprendre les difficultés liées à la copropriété.
- Caractériser les quasi-maîtres d'ouvrage en connaître leurs prérogatives.
- Identifier les différents intervenants ayant la qualité de constructeur.
- Comprendre l'articulation de la responsabilité des fabricants et savoir engager leur responsabilité.

Programme

I. Ceux pour le compte desquels sont réalisés les travaux.

- Le maître d'ouvrage
- Les copropriétaires
- Les quasi-maîtres d'ouvrage

II. Ceux qui réalisent les travaux.

- Les constructeurs
- Les fabricants

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de supports variés, les différents intervenants à l'opération de construire : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, podcasts, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, assureurs, courtiers, risk managers, juristes d'entreprises.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les + de LEXBASE FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL99**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LES ASSURANCES EN CAS DE TRAVAUX : VARIÉTÉS ET CHAMPS D'APPLICATION

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

Plus de 40 ans après la loi « Spinetta » du 4 janvier 1978 qui a instauré des assurances obligatoires à souscrire pour certains chantiers, les mécanismes du droit de l'assurance construction restent d'un abord complexe.

La bonne compréhension des grands principes des assurances qui peuvent ou doivent être souscrites pour un chantier demeure, pourtant, essentielle au traitement des désordres tant pour ce qui concerne leur imputabilité que leur réparation.

Face à l'exigence et à la technicité de cette matière, la présente formation ose le pari de la simplification, pour susciter ou redonner l'envie d'approfondir et d'en savoir plus.

La formation Lexlearning « **Les assurances en cas de travaux : variétés et champs d'application** » fournit aux professionnels du droit, mais aussi à ceux de l'assurance, les outils pour intégrer dans leur pratique les grands mécanismes de l'assurance construction.

Bénéficiez de l'expertise de notre formatrice, **Juliette MEL**, docteur en droit, avocat associé d'un cabinet dédié à l'assurance construction, chargée d'enseignements de cette matière dans les facultés de droit de l'UPEC et de SACLAY en masters, responsable de la commission "Marchés de Travaux" à l'OAP, animatrice sur **Lexradio** de la chronique hebdomadaire « **CONSTRUIS TOI** » et chroniqueuse de l'actualité du droit de la construction, notamment pour la revue **Lexbase Droit privé**.

Objectifs pédagogiques

- Connaître la nature et le régime des différentes assurances d'un chantier
- Distinguer l'assurance obligatoire de l'assurance facultative
- Maîtriser les grands principes de fonctionnement de l'assurance dommages-ouvrage
- Maîtriser les grands principes de fonctionnement de l'assurance de responsabilité civile décennale
- Choisir les différentes polices à souscrire en fonction de la nature des travaux et de la qualité de l'intervenant assuré
- Comprendre le régime de prise en charge du sinistre
- Connaître les voies de recours dans le domaine de l'assurance construction

Programme

Introduction

Première partie - Les assurances obligatoires

L'assurance dommages-ouvrage
L'assurance de responsabilité civile décennale

Deuxième partie - Les assurances facultatives

Les polices TRC et RC

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de supports variés, les assurances obligatoires : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, podcasts, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes d'entreprises, risk managers, chargés d'indemnisation ou de souscription, courtiers, étudiants (Master, EFB), entrepreneurs, maîtres d'œuvre, bureaux de contrôle, maître d'ouvrage, propriétaire, acquéreur.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL112**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT ET LA RESPONSABILITÉ DES CONSTRUCTEURS

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

Les éléments d'équipement sont, sans doute, l'un des points saillants – pour ne pas dire durs – du droit de la responsabilité des constructeurs et, par devers lui, de l'assurance-construction. D'abord, parce que le législateur a créé un régime complexe en distinguant les éléments d'équipement qui causent un dommage à l'ouvrage, des éléments d'équipement dissociables, ou non, de l'ouvrage, en passant par les éléments d'équipement pouvant engager la responsabilité solidaire des fabricants (EPERS). Ensuite, parce qu'aux termes d'une série de jurisprudences retentissantes initiée le 15 juin 2017, jamais démentie depuis malgré de forts lobbyings, la Cour de cassation a pris une position très (trop) englobante en cas de travaux consistant en la pose d'éléments d'équipement sur existant. Enfin, parce que l'assurance des éléments d'équipement, faute de définition légale ou jurisprudentielle de ce qu'est un élément d'équipement, suscite des difficultés.

La formation « **Les éléments d'équipement et la responsabilité des constructeurs** » de Lexlearning donne aux avocats et, plus largement, aux juristes ou *risks managers*, les clés pour structurer les contrats pour éviter le contentieux mais aussi pour mieux défendre en cas de litige, de réclamation ou de dommage.

Bénéficiez de l'expertise de notre formatrice, **Juliette Mel**, Docteur en droit, avocat associé du cabinet ROME ASSOCIES - cabinet entièrement dédié à l'assurance-construction et à la responsabilité des constructeurs - chargée d'enseignements de ces matières à la faculté de droit de l'UPEC et PARIS SACLAY, responsable de la commission « Marchés de Travaux » à l'Ordre des avocats du Barreau de Paris et auteur notamment des livres *Responsabilité des constructeurs* et *Les assurances des chantiers*, publiés chez Gualino.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les fondamentaux de la loi « Spinetta » et de la jurisprudence
- Comprendre et analyser les risques juridiques de l'entreprise
- Identifier les rôles des parties prenantes dans la prévention et la détection des dommages à l'ouvrage ou à l'élément d'équipement
- Savoir s'assurer
- Identifier les rôles et responsabilités des intervenants à l'opération de construction
- Déchiffrer les risques judiciaires et appréhender les sanctions encourues

Programme

Introduction

Première partie - Les travaux neufs

La responsabilité du constructeur
La responsabilité du fabricant

Deuxième partie - Les travaux sur existants

Le "nouveau" régime juridique
Les problématiques assurantielles

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de supports variés, les éléments d'équipement et la responsabilité des constructeurs : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, podcasts, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes d'entreprises, risk managers, chargés d'indemnisation ou de souscription, courtiers, étudiants (Master, EFB), entrepreneurs, maîtres d'œuvre, bureaux de contrôle, maître d'ouvrage, propriétaire, acquéreur
Toute personne qui a été confronté ou va être confronté à des travaux d'éléments d'équipement

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL114**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LE MAÎTRE D'ŒUVRE : MISSIONS ET RESPONSABILITÉS

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

Bénéficiez de l'expertise de notre formatrice, **Juliette Mel**, Docteur en droit, avocat associé du cabinet ROME ASSOCIES - cabinet entièrement dédié à l'assurance-construction et à la responsabilité des constructeurs - chargée d'enseignements de ces matières à la faculté de droit de l'UPEC et PARIS SACLAY, responsable de la commission « Marchés de Travaux » à l'Ordre des avocats du Barreau de Paris et auteur notamment des livres *Responsabilité des constructeurs* et *Les assurances des chantiers*, publiés chez Gualino.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser la notion de maîtrise d'œuvre et son cadre juridique
- Clarifier les rôles respectifs du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre
- Connaître les différentes missions du maître d'œuvre
- Identifier l'assurance adéquate : obligatoire, facultatives...
- Anticiper les conséquences d'une absence de déclaration de chantier

Programme

Introduction

Thème n° 1 : les missions du maître d'oeuvre

Marché public
Marché privé

Thème n° 2 : les responsabilités du maître d'oeuvre

La mise en cause du maître d'œuvre
L'assurance du maître d'œuvre

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les différentes missions et responsabilités du maître d'oeuvre: vidéo introductive, vidéos pédagogiques de l'intervenant, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes, maîtres d'œuvres, responsables et collaborateurs de la maîtrise d'ouvrage publique et privée, responsables et collaborateurs de la maîtrise d'œuvre, assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO).

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

RÉFORME DE LA COPROPRIÉTÉ : MAÎTRISER LES APPORTS DE L'ORDONNANCE DU 30 OCTOBRE 2019

Direction scientifique

Pierre-Edouard Lagraulet,
Avocat, docteur en droit spécialisé en droit de la copropriété, chargé d'enseignement à l'IUT de Bordeaux

Notions et questions abordées

Depuis la loi « Bonnemaison » du 31 décembre 1985, c'est plus d'une quinzaine de réformes qui ont affecté de façon plus ou moins étendue la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Révolution du champ d'application du statut de la copropriété, nouvelles conditions d'existence du syndicat des copropriétaires, modifications des prises de décision dans les AG, renforcement du rôle du conseil syndical... nombreuses sont les évolutions opérées par l'ordonnance du 30 octobre 2019. La réforme est entrée en vigueur le 1er juin 2020, pour la majeure partie des dispositions de l'ordonnance du 30 octobre 2019.

L'objectif affiché : clarifier, moderniser, simplifier et adapter les règles d'organisation et de gouvernance de la copropriété.

La formation Lexlearning « **Réforme du droit de la copropriété : maîtriser les apports de l'ordonnance du 30 octobre 2019** » permet aux professionnels du droit et de l'immobilier de comprendre et maîtriser l'ensemble des modifications d'ordre structurel apportées à la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, à travers les commentaires de nos auteurs spécialisés qui vous explicitent en détails les changements opérés tout en abordant - parfois sous un œil critique - les conséquences pratiques et les questions soulevées par les nouvelles dispositions.

En complément, au-delà de la réforme opérée par l'ordonnance du 30 octobre 2019, cette formation vous offre la possibilité d'aller plus loin pour compléter vos connaissances, s'agissant des précisions apportées par le **décret d'application n° 2020-834, du 2 juillet 2020**, qui réécrit en grande partie le décret n° 67-223 du 17 mars 1967, en vous réservant la possibilité de télécharger librement plusieurs articles d'actualité.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre la révolution du champ d'application du statut de la copropriété
- Appréhender les nouvelles conditions d'existence du syndicat des copropriétaires et ses nouvelles responsabilités
- Assimiler les évolutions liées à la prise de décision dans les assemblées générales
- Analyser et maîtriser les différentes missions du syndic
- Mesurer, sous tous ses aspects, le renforcement du rôle du conseil syndical
- Identifier l'ensemble des modifications apportées règles relatives aux travaux et aux charges
- Maîtriser dans leur ensemble les régimes dérogatoires des « petites copropriétés » et des copropriétés à deux

Programme

Partie I - La réforme du droit de la copropriété par l'ordonnance du 30 octobre 2019 : tout ce qu'il faut savoir

- Thème n° 1 - Le statut de la copropriété : un champ d'application révolutionné par l'ordonnance du 30 octobre 2019
- Thème n° 2 - Le syndicat des copropriétaires après l'ordonnance du 30 octobre 2019
- Thème n° 3 - La prise de décision au sein de la copropriété après l'ordonnance du 30 octobre 2019
- Thème n° 4 - Le syndic : une liberté mieux encadrée et des obligations supplémentaires après l'ordonnance du 30 octobre 2019
- Thème n° 5 - Le conseil syndical : un conseil au rôle renforcé après l'ordonnance du 30 octobre 2019
- Thème n° 6 - Les modifications des règles relatives aux travaux et aux charges par l'ordonnance du 30 octobre 2019
- Thème n° 7 - Les « petites copropriétés » sous ordonnance : fin de l'unicité du statut avec l'ordonnance du 30 octobre 2019

Partie II : Pour aller plus loin : les précisions réglementaires

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de supports variés, la réforme de la copropriété : vidéo introductive, cours textuel, activités interactives, articles complémentaires à télécharger et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats
Syndics de copropriété
Professionnels de l'immobilier

NB : certaines contributions de cette formation sont issues de la publication d'un numéro spécial dans la revue Lexbase Droit privé, 2019, n° 806.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

L'EXPERTISE JUDICIAIRE EN DROIT DE LA CONSTRUCTION : FONDAMENTAUX ET ENJEUX PRATIQUES

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

La formation Lexlearning « **L'expertise judiciaire en droit de la construction : fondamentaux et enjeux pratiques** » fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre et intégrer dans leur pratique future, les outils nécessaires à la bonne gestion des dossiers d'expertise en droit de la construction.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre le rôle et l'importance de l'expertise
- Distinguer les différentes formes d'expertise
- Maîtriser les conséquences du rapport d'expertise sur l'appréciation du juge
- Reconnaître les risques de nullité de l'expertise
- Identifier les différents cas de récusation de l'expert
- Savoir contester la rémunération octroyée par le juge

Programme

Introduction

Les différentes formes de l'expertise judiciaire

Le rôle de l'expertise
Les fondements de l'expertise judiciaire

L'impact de l'expertise judiciaire

Qui est l'expert ?
L'accès à la profession d'expert judiciaire
Comment le juge utilise le rapport d'expertise ?

Le principe du contradictoire

Qu'est-ce que le principe de contradiction ?
Comment se traduit-il ?

Les difficultés déontologiques

L'impartialité
L'incompétence

Les difficultés structurelles

Comment contester la rémunération octroyée par le juge ?
Les délais pour la remise du rapport

Actualité du sujet

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, l'expertise judiciaire : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, architectes, gestionnaires de sinistres, maîtres d'ouvrage, promoteurs, sous-traitants, entreprises de second œuvre, quasi-constructeurs, assureurs, experts, bureaux d'études, notaires, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les de LEXBASE FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL147**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

INITIEZ-VOUS À LA PROMOTION IMMOBILIÈRE

Direction scientifique

Juliette Mel,
Avocate au barreau de Paris, M2J Avocats, Chargée d'enseignement et responsable de la Commission "Marchés de travaux"

Notions et questions abordées

La formation consiste à présenter les grands principes de la promotion immobilière. Un angle particulier est mis sur deux contrats réglementés que sont la VEFA et le CCMI, ainsi que sur les responsabilités et les assurances. Cette formation est conçue comme une initiation destinée à un public non-expert.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les bases du contrat de vente en l'état futur d'achèvement et du contrat de construction de maison individuelle
- Identifier le régime juridique de chacun de ces contrats
- Connaître les mentions obligatoires pour chaque type de contrat
- Savoir distinguer droit spécial et droit commun de la responsabilité
- Maîtriser les bases du champ d'application de l'assurance constructeur non réalisateur

Programme

- Introduction : présentation de la promotion immobilière
- Thème n° 1 : Les différents contrats de la promotion immobilière
- Thème n° 2 : Les responsabilités et les assurances liées à ces contrats

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, la promotion immobilière: vidéo introductive, test de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenante, contenus audio, schémas, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, notaires, gestionnaires de sinistres, maîtres d'ouvrage, promoteurs, sous-traitants, entreprises, quasi-constructeurs, assureurs, experts, bureaux d'études, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

COMPLIANCE ANTI-CORRUPTION : PRÉVENTION, GESTION DES RISQUES ET CONTENTIEUX

Direction scientifique

Nicolas Catelan, Titulaire du CAPA, Maître de conférences, Directeur du Master 2 Lutte contre la criminalité financière et organisée & Warren Azoulay, Chargé d'enseignement à Aix-Marseille Université, Membre du Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, Référent pédagogique du Master II Lutte contre la criminalité financière et organisée

Notions et questions abordées

La loi dite « Sapin II » du 9 décembre 2016 a renforcé l'arsenal répressif français de l'anti-corruption. Ont ainsi été créés le trafic d'influence d'agent public étranger, la peine de mise en conformité, la CJIP, l'Agence française anticorruption (AFA) ou encore la cause d'irresponsabilité pénale bénéficiant aux lanceurs d'alerte. Au-delà, voire surtout, la loi a imposé à certains établissements d'implémenter au sein de leur organisation un dispositif complet de prévention de la corruption. L'enjeu est dès lors de taille pour les sociétés françaises car tout défaut est susceptible de faire l'objet de poursuites devant la Commission des sanctions de l'AFA. Sont alors encourus : avertissements, injonction soumise à publication ou encore sanction pécuniaire pouvant aller jusqu'à un million d'euros.

Pour développer efficacement les outils de l'anti-corruption, encore faut-il être en mesure de correctement évaluer les risques. Ces derniers doivent être connus et anticipés. Cela n'est possible que si son évaluateur connaît précisément les modes opératoires et leurs qualifications pénales.

La formation « **Compliance anti-corruption : prévention, gestion des risques et contentieux** » de Lexlearning donne aux entreprises et à leurs auditeurs et conseils les clés pour structurer la conformité, identifier et gérer les risques juridiques de l'entreprise et acquérir les bonnes pratiques anti-corruption.

Bénéficiez de l'expertise de nos formateurs, **Dr Nicolas Catelan**, Maître de conférences, Directeur scientifique de la revue Lexbase Pénal, Directeur du Master 2 Lutte contre la criminalité financière et organisée & **Warren Azoulay**, membre du Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, Aix Marseille Université, Référent pédagogique du Master 2 Lutte contre la criminalité financière et organisée.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les fondamentaux de la loi « Sapin II » et la réglementation relative à la lutte contre la corruption
- Comprendre et analyser les risques juridiques de l'entreprise
- Identifier les rôles des parties prenantes dans la prévention et la détection des faits de corruption
- Savoir structurer la conformité au sein de l'entreprise
- Identifier les rôles et responsabilités dans l'élaboration, la mise en œuvre et la mise à jour de la cartographie des risques
- Assimiler les procédures d'évaluation des risques et des tiers (*due diligence*)
- Implémenter un dispositif d'alerte interne
- Savoir gérer un signalement ou une alerte interne
- Identifier les différents modes opératoires des délits de corruption et trafic d'influence
- Déchiffrer les risques judiciaires du fait de poursuites pénales et appréhender les sanctions encourues
- Comprendre le fonctionnement l'AFA et le contentieux devant sa Commission des sanctions

Programme

Thème n° 1 - Initiation à la compliance : connaître les fondamentaux
Thème n° 2 - Compliance anti-corruption : la répression pénale
Thème n° 3 - Boîte à outils : les 8 piliers de la compliance anti-corruption

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, la compliance anti-corruption : vidéos récapitulatives, activités pédagogiques interactives, schémas, tableaux récapitulatifs, articles de doctrine et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis nécessaire.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes d'entreprises, responsables conformité, compliance officer, dirigeants, DRH, directeurs administratifs et financiers, commissaires aux comptes, experts-comptables, commerciaux
Toute personne intéressée au programme anti-corruption dans l'organisation.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL111**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

COMPLIANCE ANTI-CORRUPTION : S'INITIER ET ADOPTER LES BONS RÉFLEXES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Direction scientifique

Nicolas Catelan, Titulaire du CAPA, Maître de conférences, Directeur du Master 2 Lutte contre la criminalité financière et organisée & Warren Azoulay, Chargé d'enseignement à Aix-Marseille Université, Membre du Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, Référent pédagogique du Master II Lutte contre la criminalité financière et organisée

Notions et questions abordées

La loi dite « Sapin II » du 9 décembre 2016 a renforcé l'arsenal répressif français de l'anti-corruption. Ont ainsi été créés le trafic d'influence d'agent public étranger, la peine de mise en conformité, la CJIP, l'Agence française anticorruption (AFA) ou encore la cause d'irresponsabilité pénale bénéficiant aux lanceurs d'alerte. Au-delà, voire surtout, la loi a imposé à certains établissements d'implémenter au sein de leur organisation un dispositif complet de prévention de la corruption. L'enjeu est dès lors de taille pour les sociétés françaises car tout défaut est susceptible de faire l'objet de poursuites devant la Commission des sanctions de l'AFA. Sont alors encourus : avertissements, injonction soumise à publication ou encore sanction pécuniaire pouvant aller jusqu'à un million d'euros.

Pour développer efficacement les outils de l'anti-corruption, encore faut-il être en mesure de correctement évaluer les risques. Ces derniers doivent être connus et anticipés. Cela n'est possible que si son évaluateur connaît précisément les modes opératoires et leurs qualifications pénales.

La formation « **Compliance anti-corruption : adopter les bons réflexes en matière de lutte contre la corruption** » de Lexlearning donne aux entreprises et à leurs auditeurs et conseils les clés pour structurer la conformité, identifier et gérer les risques juridiques de l'entreprise et acquérir les bonnes pratiques anti-corruption.

Bénéficiez de l'expertise de nos formateurs, le **Dr Nicolas Catelan**, Maître de conférences, Directeur scientifique de la revue Lexbase Pénal, Directeur du Master 2 Lutte contre la criminalité financière et organisée & **Warren Azoulay**, membre du Laboratoire de droit privé et de sciences criminelles, Aix Marseille Université, Référent pédagogique du Master 2 Lutte contre la criminalité financière et organisée.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les fondamentaux de la loi « Sapin II » et la réglementation relative à la lutte contre la corruption
- Comprendre et analyser les risques juridiques encourus au sein de l'organisation
- Identifier les rôles des parties prenantes dans la prévention et la détection des faits de corruption
- Se sensibiliser à la culture anti-corruption mise en place au sein de l'organisation
- Déchiffrer les risques judiciaires du fait de poursuites pénales et appréhender les sanctions encourues
- Comprendre le fonctionnement l'AFA et le contentieux devant sa Commission des sanctions

Programme

Thème n° 1 - L'environnement de l'anti-corruption : normes et institutions

- Contexte d'apparition
- Les nouveautés de la loi "Sapin II"
- L'Agence française anticorruption : création et action

Thème n° 2 - L'environnement de l'anti-corruption : obligations, outils et risques

- Lutte contre la corruption : obligation et débiteurs
- Les outils de l'anti-corruption
- Corruption et trafics d'influence : vue d'ensemble

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de supports variés, la compliance anti-corruption : vidéo introductive, cours textuels, vidéos flashlearning, activités interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

SAISIES PÉNALES ET CONFISCATIONS

Direction scientifique

Matthieu Hy,
Avocat au Barreau de Paris, ancien secrétaire de la Conférence

Notions et questions abordées

Depuis plus d'une décennie, les réformes législatives se sont succédé afin d'étendre le champ d'application et de faciliter les **saisies pénales et confiscations**, devenue une branche spécifique de la matière pénale.

La systématisation d'une mise en état patrimoniale dans les dossiers d'enquête et d'instruction conduit à faire des saisies pénales et confiscations un enjeu particulièrement important, parfois le seul, de la **défense pénale**. Les parties civiles peuvent y trouver un moyen d'assurer le recouvrement de leurs dommages et intérêts tandis que les tiers à la procédure pénale se trouvent fréquemment exposés à un risque pesant sur leur propriété.

La formation « **Saisies pénales et confiscations** » fournit aux professionnels du droit confrontés au risque de confiscation les outils nécessaires à la compréhension des mécanismes en cause, à la connaissance des procédures applicables et aux moyens d'agir efficacement, de la contestation de la saisie à la requête en restitution.

Bénéficiez de l'expertise de notre formateur, **Matthieu Hy**, Avocat au Barreau de Paris, ancien secrétaire de la Conférence.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre les mécanismes en jeu dans les différents types de saisies pénales et de confiscations
- Déterminer les voies de recours applicables aux saisies pénales
- Connaître les garanties procédurales offertes en matière de saisies pénales spéciales
- Élaborer une argumentation appropriée à l'infraction poursuivie et au statut du propriétaire du bien saisi
- Connaître les modalités de demande de restitution à chaque étape de la procédure pénale
- Identifier les arguments pertinents pour éviter une confiscation
- Savoir intervenir pour un tiers propriétaire au cours et après la procédure de jugement
- Actualiser ses connaissances jurisprudentielles

Programme

Thème n° 1 - Les saisies pénales et confiscations : introduction

Distinction entre saisies pénales et confiscation
Approche historique et statistique
Dimension internationale

Thème n° 2 - Les confiscations

Actualités du thème
Nature et champ d'application des confiscations
Types de confiscation et lien avec l'infraction
Propriété, libre disposition et bonne foi
Prononcé de la peine de confiscation

Thème n° 3 - Les saisies pénales

Actualités du thème
Différence entre saisie de droit commun et saisie spéciale
Saisie de droit commun
Saisies spéciales (règles communes)
Saisies spéciales (règles spécifiques)
Voies de recours et garanties procédurales
Les conditions de fond
Remise à l'AGRASC pour aliénation avant jugement

Thème n° 4 - Les restitutions

Restitution spontanée
Les différentes phases : enquête, instruction, jugement et post-sentencielle

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports les saisies pénales et confiscation : vidéo introductive, tests de positionnement, actualités du thème, analyses détaillées des textes et de la jurisprudence, mise en situation interactive, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, magistrats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LV8EL117**
Durée : **5 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

COMPRENDRE ET MAÎTRISER LE NOUVEAU DROIT DE LA PEINE

Direction scientifique

Jean-Baptiste Thierry,
Professeur à l'Université de Lorraine, Institut François Gény, Directeur de l'IEJ de Lorraine André Vitu
et Thomas Lebreton, substitut du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nanterre.

Notions et questions abordées

Nouvelle échelle des peines, apparition de la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), renforcement des pouvoirs du juge correctionnel, modification du système de conversion de peine, généralisation des enquêtes pré-sentencielles... les apports de la loi n° 2019-222, du 23 mars 2019, de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice, sont multiples en matière d'application des peines et visent un but clair : rendre les peines plus efficaces et mieux adaptées.

Alors que la surpopulation carcérale atteint des niveaux records et que les conditions de détention ne cessent de se détériorer, la peine, ses dispositifs d'aménagement et ses alternatives trouvent une place nouvelle au sein du procès pénal.

Face à l'exigence et à la technicité de cette matière, la présente formation prend le parti, au-delà des apports de la récente réforme, de délivrer un enseignement général autour du droit de la peine, en octroyant une place importante et nécessaire aux peines privatives de liberté. Sans faire l'économie des détails et illustrations la vocation de ce projet pédagogique est d'aborder tant la nature des peines que les conditions de leur prononcé et leur application.

La formation Lexlearning « **Réforme du 23 mars 2019 : comprendre et maîtriser le nouveau droit de la peine** » fournit aux professionnels du droit les outils, pour comprendre et intégrer dans leur pratique future, l'économie contemporaine du droit de la peine.

Bénéficiez de l'expertise de nos auteurs formateurs, **Thomas Lebreton**, Magistrat - substitut du procureur au tribunal judiciaire de Nanterre et **Jean-Baptiste Thierry**, Professeur à l'Université de Lorraine, Directeur de l'IEJ de Lorraine - André Vitu

À noter :

La présente formation est en cours de mise à jour afin qu'elle soit conforme à la codification du droit pénitentiaire issue de deux actualités normatives de 2022 :

- **L'ordonnance n° 2022-478, du 30 mars 2022** portant partie législative du Code pénitentiaire, qui est entré en vigueur le 1er mai 2022. Elle codifie à droit constant les dispositions sur le service public pénitentiaire, le contrôle et la prise en charge des personnes qui lui sont confiées ainsi que les droits et obligations de ces personnes, dans l'objectif d'une meilleure accessibilité, intelligibilité et clarté du droit des peines pour les professionnels de la justice, les personnes détenues et les justiciables.

- **Le décret n° 2022-479, du 30 mars 2022** complétant l'ordonnance et qui porte la partie réglementaire du Code pénitentiaire. Cette codification se veut à droit constant. Dès lors aucune innovation juridique affectant le contenu de la formation n'est à craindre. La mise à jour a essentiellement pour objectif de rajouter la numérotation des dispositions se trouvant dans le Code pénitentiaire et d'actualiser la jurisprudence récente.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les apports de la réforme du 23 mars 2019 et son « volet peine »
- Connaître la nature et le quantum des peines
- Classer les peines selon leur échelle
- Maîtriser le régime des peines
- Connaître le fonctionnement de la récidive
- Identifier les cas d'atténuation des peines
- Choisir les éléments pertinents relatifs à l'individualisation de la peine
- Elaborer une argumentation relative à l'individualisation de la peine et à la motivation de la peine
- Connaître les voies de recours en matière de peine
- Savoir intervenir en matière de peine tant devant la juridiction de jugement que devant les juridictions d'application des peines
- Maîtriser les possibilités en matière de conversion de peine
- Connaître les modalités de demandes d'autorisation de sortie
- Expliquer les mécanismes de réduction de peine (calcul, octroi, retrait)

Programme

Introduction

Vidéo pédagogique sur les apports de la réforme

Thème n° 1 - Les peines

Le quantum de la peine (peines applicables aux personnes physiques et aux personnes morales)
Le régime de la peine (sursis simple et sursis probatoire)
La mesure de la peine (exemption, aggravation et atténuation)

Thème n° 2 - Le prononcé de la peine

Exigence d'individualisation de la peine (enquête pré-sentencielle, ajournement du prononcé aux fins d'investigation, mandat de dépôt à effet différé)
Motivation de la peine
Évitement des courtes peines d'emprisonnement

Thème n° 3 - L'application des peines privatives de liberté

L'aménagement (modalités d'aménagement, procédure et violation des mesures)
La conversion
Les modalités d'exécution (réductions de peine et CRP, autorisations de sortie)
Exercices pratiques de mises en situation

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, le nouveau droit de la peine : tests de positionnement, vidéos capsules, activités pédagogiques interactives, tableaux récapitulatifs, infographies et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, magistrats, étudiants de l'IEJ.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL134**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **14/01/2025**

DÉFENSE PÉNALE D'URGENCE : LA COMPARUTION IMMÉDIATE

Direction scientifique

Maître Céline Carru, avocate
Madame Céline Ballerini, magistrate,
Adélaïde Léon, juriste spécialisée en droit pénal et procédure pénale, sous la direction scientifique de Jean-Baptiste Perrier, Professeur à l'Université Aix-Marseille

Notions et questions abordées

Héritière de la procédure dite de flagrants délits, la comparution immédiate est aujourd'hui prévue à l'article 395 du Code de procédure pénale. Procédure de l'urgence par excellence, elle permet au procureur de la République, lorsqu'il lui apparaît que les charges réunies sont suffisantes et que l'affaire est en l'état d'être jugée et s'il estime que les éléments de l'espèce le justifient, de traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.

S'en suit alors une course contre la montre pour l'avocat qui souhaite assister son client. Le temps laissé à la préparation de l'audience est court. Très critiqué, le recours à cette procédure est cependant croissant. Il convient donc pour les avocats de la maîtriser dans ces différentes acceptions : mise en œuvre et déferrement, alternative à la comparution immédiate, détention avant l'audience, délai avant l'audience et audience en tant que telle.

La formation Lexlearning « **Défense pénale d'urgence : la comparution immédiate** » fournit aux professionnels du droit confrontés à cette procédure les clés de compréhension et les réflexes à adopter pour améliorer le sens et l'efficacité de leur assistance.

Au cours de cette formation, vous pourrez écouter les interventions d'une avocate (Me Céline Carru), d'une magistrate (Madame Céline Ballerini) et d'un universitaire (Professeur Jean-Baptiste Perrier) qui vous livrent leur analyse et leur expertise sur le sujet, ainsi que de nombreux conseils pratiques.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les fondamentaux de la comparution immédiate
- Décrypter la procédure et l'expliquer à votre client
- Assister un prévenu dans le cadre d'une procédure de CI
- Prévenir les écueils d'une procédure « piègeuse »
- Discuter le choix procédural de la CI
- Préparer le déferrement en CI
- Comprendre le recours à la CRPC « déferrement »
- Préparer et gérer l'audience de comparution immédiate

Programme

Vidéo introductive
Thème n° 1 - Introduction
Thème n° 2 - Le domaine de la comparution immédiate
Thème n° 3 - La mise en œuvre et le déferrement
Thème n° 4 - L'alternative à la comparution immédiate
Thème n° 5 - La détention avant l'audience de comparution immédiate
Thème n° 6 - Le délai avant l'audience de comparution immédiate
Thème n° 7 - L'audience de comparution immédiate
Mise en situation pratique
Quiz de validation

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports la pratique de la procédure de comparution immédiate : vidéo introductive, synthèse présentant les notions de la procédure, conférence audio analysant les pratiques, exercice de mise en situation, quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats et élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL140**
Durée : **6 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LES VIOLENCES CONJUGALES : COMPRENDRE ET AGIR

Direction scientifique

Stéphanie Giraud, Vice-présidente du tribunal judiciaire de Marseille
Michelle Dayan, avocate au barreau de Paris
Avec la participation de Me Khadija Azougach, avocate au barreau de Paris

Notions et questions abordées

La lutte contre les violences commises au sein du couple et la nécessité de prévenir leur récurrence constituent une priorité désormais absolue. Phénomène trop longtemps appréhendé dans la sphère privée, la lutte contre les violences conjugales s'est dotée au cours des 25 dernières années d'un arsenal législatif spécifique.

La formation Lexlearning « **Les violences conjugales : comprendre et agir** » traite des mécanismes de violences, du repérage et de l'évaluation des situations de violences pour mettre en place une protection adaptée, notamment via le mécanisme de l'ordonnance de protection.

Conçue en collaboration avec une magistrate et deux avocates spécialistes de la question des violences conjugales, cette formation fournit aux professionnels du droit les connaissances et outils nécessaires à l'assistance efficace d'une victime de violences conjugales.

Objectifs pédagogiques

- Identifier les différents types de violences conjugales
- Maîtriser leur appréhension judiciaire
- Mener un entretien avocat adapté avec une victime de violences conjugales
- Conseiller efficacement une victime de violences conjugales sur les différents outils et procédures envisageables
- Comprendre le fonctionnement de l'ordonnance de protection
- Obtenir via une requête au juge aux affaires familiales la délivrance d'une ordonnance de protection

Programme

Thème n° 1 : Les violences conjugales et leur appréhension judiciaire

Introduction

1. Définition de la violence conjugale ou violence au sein d'un couple
2. Typologie des violences soumises à l'analyse judiciaire
3. Traitement par la justice pénale des violences conjugales : outils à disposition des magistrats

Thème n° 2 : L'entretien avocat-victime

Introduction

1. Le contexte et déroulé de l'entretien avec la victime de violences conjugales
2. Information de la victime
3. Liste des documents à produire et précautions à prendre
4. Illustration vidéo d'un entretien avocat-victime

Thème n° 3 : L'ordonnance de protection

1. Les conditions de l'ordonnance de protection
2. Demander une ordonnance de protection
3. L'audience
4. Les effets de l'ordonnance de protection

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les violences conjugales : vidéo introductive, vidéos pédagogiques, simulation d'entretien avocat-victime, activités pédagogiques, livrets récapitulatifs, infographie, et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, magistrats, juristes, élèves-avocats, professionnels de santé, associations de lutte contre les violences conjugales...

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL148**

Durée : **5 heures**

Dernière mise à jour : **20/12/2024**

MAÎTRISE ET PRATIQUE DE LA GARDE À VUE : ASSISTER EFFICACEMENT SON CLIENT

Direction scientifique

Me Julien Despeisse, avocat au Barreau de Paris
et Stefan Trifkovic, doctorant à l'Université Aix-Marseille

Notions et questions abordées

La garde à vue est une procédure au régime pour le moins complexe. Mais cette complexité est seulement à la mesure des enjeux. La densité du régime de la garde à vue est en effet proportionnelle à la nécessité d'encadrer son caractère particulièrement attentatoire à la liberté individuelle et d'assurer l'effectivité des droits de la défense.

La formation Lexlearning « **Maîtrise et pratique de la garde à vue : assister efficacement son client** » a été conçue pour permettre aux avocats de maîtriser cette procédure depuis le placement en garde à vue jusqu'à la fin de cette mesure de contrainte et d'assister le plus efficacement possible leurs clients.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les modalités du placement, du déroulement et de la fin de la garde à vue
- Identifier les écueils à éviter
- Connaître les droits de la personne gardée à vue
- Maîtriser le rôle de l'avocat en garde à vue
- Comprendre l'importance du procès-verbal
- Contester la mesure de garde à vue

Programme

- Introduction
- Thème n° 1 : Le placement en garde à vue
- Thème n° 2 : Le déroulement de la garde à vue
- Thème n° 3 : La fin de la garde à vue

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports la garde à vue: vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques animées, conseils pratiques, étude détaillée des textes et de la jurisprudence, synthèses, infographies et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL96**
Durée : **4 heures**
Dernière mise à jour : **13/01/2025**

LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DE L'URBANISME : SPÉCIFICITÉS ET ENJEUX PRATIQUES

Direction scientifique

Arnaud Le Gall, Avocat au barreau de Paris, Maître de conférences à la faculté de Caen
et Marie-Céline Pelé, avocate au barreau de Paris

Notions et questions abordées

Cette formation a pour but d'apporter les éléments indispensables aux apprenants pour qu'ils puissent affronter le maquis du contentieux administratif de l'urbanisme, de plus en plus difficilement lisible du fait d'une inflation législative débridée et d'une actualité jurisprudentielle soutenue.

La formation Lexlearning « **Le contentieux administratif de l'urbanisme : spécificités et enjeux pratiques** » vise notamment à une bonne maîtrise de la contestation des actes d'urbanisme (délais, compétence, décisions susceptibles de recours, intérêt pour agir) et de la mise en oeuvre de la responsabilité de l'administration en cas de faute de cette dernière (illégalité ou agissement fautif) ayant causé un préjudice indemnitaire au particulier.

Objectifs pédagogiques

- Reconnaître les cas dans lesquels l'intérêt pour agir existe et choisir les éléments de preuve pour l'établir
- Connaître les délais de recours contentieux et les circonstances pouvant les faire varier
- Procéder à une notification régulière du recours contentieux
- Décrire la procédure liée aux incidents d'exécution en matière d'urbanisme
- Définir les pouvoirs du juge administratif quant à la régularisation des actes d'urbanisme
- Repérer les dommages indemnifiables en matière d'urbanisme et identifier la personne publique responsable

Programme

Thème n° 1 - Quand ai-je intérêt pour agir contre une autorisation d'urbanisme ?

Le cours

Quiz de validation

Thème n° 2 - Dans quel délai puis-je contester une autorisation d'urbanisme ?

Le cours

Quiz de validation

Thème n° 3 - Comment notifier un recours contre une autorisation d'urbanisme ?

Le cours

Quiz de validation

Thème n° 4 - Les incidents d'exécution en matière d'urbanisme

Le cours

Quiz de validation

Thème n° 5 - Quels sont les pouvoirs du juge de l'urbanisme ?

Le cours

Quiz de validation

Thème n° 6 - La responsabilité en matière d'urbanisme

Le cours

Quiz de validation

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports le contentieux administratif de l'urbanisme : vidéo introductive, synthèse écrites et audio des notions à maîtriser, infographies, modèles, articles de codes consultables en ligne, schémas interactifs et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les 
de LEXBASE
FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Direction scientifique

Sébastien Bécue, Avocat au barreau de Lyon

Notions et questions abordées

La formation consiste à présenter les grands principes de l'action de l'administration en matière de protection de l'environnement. Un angle particulier est mis sur les polices administratives, qui décrivent les obligations imposées par la personne publique à l'exploitant d'une installation susceptible d'avoir un impact sur l'environnement. Est aussi étudié le récent régime de responsabilité environnementale établi par la loi « LRE » de 2008, qui instaure le principe de « pollueur-payeur ». Cette formation est conçue comme une initiation destinée à un public non-expert.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les fondements des polices environnementales
- Appréhender leur possibilité de mise en oeuvre
- Connaître les modalités de contrôle de l'installation par l'administration et les pouvoirs de police du préfet
- Savoir repérer les limites de l'action de l'administration en matière de sanctions
- Maîtriser les possibilités de mise en œuvre de la loi « LRE » de 2008

Programme

Thème n° 1 - Les polices administratives environnementales

- Les polices environnementales
- Le titre d'exploitation et les prescriptions
- L'importance du contenu du dossier et de l'effort d'instruction administrative
- Le contrôle a priori de la légalité du titre devant le juge administratif
- Le contrôle administratif de l'exploitation par l'inspection de l'environnement
- Les pouvoirs de police du préfet, sous le contrôle du juge administratif
- Les limites de l'action administrative et les possibilités d'action du tiers

Thème n° 2 - La loi sur la « responsabilité environnementale » (LRE)

- Le champ d'application de la LRE
- L'imputabilité
- Les acteurs
- Les mesures de prévention
- Les mesures de réparation
- Sanctions administratives et pénales spécifiques au régime « LRE »
- La première mise en œuvre du régime dans le cadre de l'affaire de la pollution de l'Escaut

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, l'action de l'administration en matière de protection de l'environnement : vidéo introductive, support pédagogique textuel, exemples d'autorisation environnementales et de mise en demeure. Vidéos pédagogiques du formateur, quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, collectivités, services administratifs, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Direction scientifique

Sébastien Bécue, Avocat au barreau de Lyon

Notions et questions abordées

La formation permet de maîtriser les fondamentaux de l'action pénale réprimant les atteintes au droit de l'environnement (pouvoirs d'enquête, mesures alternatives aux poursuites, engagement des poursuites, remise en état et référé pénal environnemental), ainsi que les principes essentiels de la responsabilité civile et principalement le préjudice écologique qui vise à sanctionner une atteinte non négligeable à l'écosystème, réparable prioritairement en nature.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les principes de l'action pénale
- Connaître les différents actes d'enquête possibles
- Identifier les différentes infractions en matière d'environnement
- Maîtriser la notion de préjudice écologique et obtenir sa réparation
- Mettre en œuvre des mesures d'urgences
- Obtenir une remise en état de l'environnement

Programme

Thème n° 1 - L'action pénale

- Les pouvoirs d'enquête pénale
- Les mesures alternatives aux poursuites
- L'engagement des poursuites
- L'objectif prioritaire de remise en état et le référé pénal environnemental
- La spécialisation des acteurs judiciaires
- L'inventaire non exhaustif des incriminations mobilisables
- Les nouvelles infractions pénales issues de la loi « Climat et résilience »
- Le cas des personnes morales

Thème n° 2 - La loi sur la « responsabilité environnementale » (LRE)

- Qu'est-ce qu'un préjudice écologique ?
- L'imputabilité
- L'action en réparation du préjudice écologique
- Les mesures d'urgence
- La priorité donnée à la réparation en nature et la nécessité de l'expertise
- Les modalités alternatives à la réparation en nature
- L'exemple des braconniers des calanques

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, les actions pénales et civiles en matière environnementale : vidéo introductive, support de cours textuel, vidéos pédagogiques de l'intervenant, quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, collectivités, services administratifs, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL169**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **13/03/2025**

MAÎTRISE ET PRATIQUE DES RÉFÉRÉS DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF

Direction scientifique

Ana Gonzalez, Avocat associé, Cabinet ARISTEE AVOCATS

Notions et questions abordées

La loi du 30 juin 2000 a révolutionné le référé administratif en France, offrant aux justiciables un puissant outil de protection de leurs droits et libertés face à l'action administrative. Cette procédure d'urgence permet désormais de saisir rapidement le juge pour obtenir des mesures provisoires contre les excès potentiels des pouvoirs publics.

Au fil du temps, le champ d'application du référé s'est considérablement élargi, englobant non seulement les contrats administratifs (référés contractuel et précontractuel), mais aussi des domaines variés tels que la protection de l'environnement, le secret des affaires, l'intégrité du domaine public et même les droits des détenus.

Cette évolution a rendu le référé administratif incontournable dans le contentieux administratif moderne, nécessitant l'expertise de spécialistes pour en maîtriser toutes les subtilités.

Cette formation e-learning approfondie vous permettra de maîtriser ces différents types de référés, leurs conditions d'application et les stratégies pour les utiliser efficacement dans votre pratique juridique.

Objectifs pédagogiques

- Savoir quel type de référé administratif utiliser et à quel moment
- Connaître les pouvoirs du juge dans chaque référé
- Rédiger efficacement le référé pour influencer l'action de l'administration

Programme

- Les référés fondés sur l'urgence
- Les autres référés

Avantages de notre formation e-learning

- Flexibilité : formez-vous à votre rythme
- Contenu expert : élaboré par des spécialistes du droit administratif
- Approche pratique : cas concrets et mises en situation
- Ressources exclusives : supports pédagogiques téléchargeables

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports les référés : contenu audio et textuel, vidéos, activités pédagogiques interactives, et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes et avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LYBEL113**

Durée : **6 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ : FAIRE FACE AVEC LES OUTILS JURIDIQUES DU DROIT DES PROCÉDURES PRÉVENTIVES ET COLLECTIVES

Direction scientifique

Pierre-Michel Le Corre, Professeur à l'Université Côte d'Azur, Directeur du Master 2 Administration et liquidation des entreprises en difficulté de la Faculté de droit de Nice, Membre CERDP (EA 1201)
Et Philippe Berteaux, Avocat associé, Marvell Avocats

Notions et questions abordées

Le droit met à la disposition des entreprises qui rencontrent des difficultés financières un panel de mécanismes ayant pour objectif premier le maintien de l'activité et de l'emploi.

Afin d'éviter l'ouverture d'une procédure collective qui entraîne d'importantes contraintes juridiques pour l'entreprise et ses créanciers, le législateur a mis en place des procédures préventives, le mandat *ad hoc* et la conciliation, moins corsetées. Leur objectif est la signature d'un accord avec les principaux créanciers. À côté, les procédures collectives, qui permettent un traitement judiciaire des difficultés, doivent être perçues comme l'outil judiciaire du sauvetage de l'entreprise. L'importance des difficultés rencontrées conditionnera alors le type de procédure collective qui sera ouverte : sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaires. Quant au type de procédure ouverte, il déterminera les pouvoirs que le chef d'entreprise pourra ou non continuer à exercer.

Il est donc indispensable pour les chefs d'entreprises et leurs conseils d'appréhender l'ensemble des outils existant pour adopter la meilleure stratégie et accompagner l'entreprise en difficulté vers le sauvetage. Les enjeux sont ici fondamentaux car un chef d'entreprise négligeant risque de lourdes sanctions.

La formation « **Entreprises en difficulté : faire face avec les outils juridiques du droit des procédures préventives et collectives** » de Lexlearning donne aux chefs entreprises et à leurs conseils les clés pour opérer des choix, éviter les risques juridiques et accompagner au mieux l'entreprise vers une issue favorable.

Objectifs pédagogiques

- Connaître le fonctionnement des procédures amiables (mandat *ad hoc* et conciliation)
- Opter pour la procédure collective adaptée aux difficultés de l'entreprise
- Savoir identifier et éviter les risques liés à l'absence de déclaration de cessation des paiements
- Maîtriser la gestion d'une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective
- Anticiper et éviter la remise en cause d'actes accomplis au mépris des règles de répartition des pouvoirs

Programme

Thème n° 1 - Faire face en amont aux difficultés : comment utiliser les procédures préventives ?

Thème n° 2 - Traiter judiciairement les difficultés : quelle procédure collective pour quelles difficultés ?

La sauvegarde : l'absence d'état de cessation des paiements

La sauvegarde : les difficultés que le débiteur n'est pas en mesure de surmonter

Le traitement judiciaire des entreprises en difficulté

Le critère de la liquidation judiciaire : le redressement impossible

Thème n° 3 - Gérer l'entreprise objet d'une procédure collective : comment sont répartis les pouvoirs entre le débiteur et les organes de la procédure ?

Gérer l'entreprise objet d'une procédure collective : comment sont répartis les pouvoirs entre le débiteur et les organes de la procédure ?

ETUDE : La gestion de l'entreprise durant la période d'observation

ETUDE : Les effets du prononcé de la liquidation judiciaire

Exercices pratiques

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, les entreprises en difficulté : tests de positionnement, vidéo capsule, tableaux récapitulatifs, schémas, activités pédagogiques interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, dirigeants d'entreprises, services juridiques d'entreprises, juges consulaires, élèves avocats, établissements de crédit

Formateurs

Michel Erb, président du tribunal de commerce de Belfort

Maître Vincent de Carrière, Mandataire judiciaire et **Marie-Laetitia Del Bano**, Collaboratrice, SAS Les MANDATAIRES

Myriam Cazajus, Docteur en droit, Juriste-consultant CRIDON Sud-Ouest, Membre de l'Association des juristes de la Défaillance économique

Philippe Berteaux, avocat associé, cabinet Marvell Avocats, Paris

Bastien Brignon, Maître de conférences HDR à l'Université d'Aix-Marseille, Membre du Centre de droit économique (EA 4224) et de l'Institut de droit des affaires (IDA), Directeur du Master professionnel Ingénierie des sociétés

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

RÉFORME DU DROIT DES MARQUES : LES IMPACTS SUR LA PRATIQUE

Direction scientifique

Yan Basire, Maître de conférences au CEIPI, Directeur général et Directeur de la section française du CEIPI
Et Fabienne Fajgenbaum, Avocat au barreau de Paris

Notions et questions abordées

L'ordonnance n° 2019-1169 du 13 novembre 2019, relative aux marques de produits ou de services et son décret d'application n° 2019-1316 du 9 décembre 2019 ont procédé à la transposition de la Directive « Marques » (Directive n° 2015/2436 du 16 décembre 2015) composant avec le Règlement du même jour (Règlement (UE) n° 2015/2424 du 16 décembre 2015 ; aujourd'hui Règlement (UE) n° 2017/1001 du 14 juin 2017) ce qu'il est coutume d'appeler le « Paquet Marques ».

Les modifications sont nombreuses et concernent l'ensemble de la matière, si bien qu'il ne semble pas erroné d'évoquer l'émergence d'un nouveau droit des marques en France.

La formation Lexlearning « **Réforme du droit des marques : les impacts sur la pratique** » permet aux professionnels du droit de la propriété intellectuelle de prendre toute la mesure de cette réforme majeure du droit des marques depuis la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991, tant en ce qui concerne les dispositions du droit matériel que sur un plan procédural. Elle leur apporte une connaissance précise des nouvelles règles et des conseils pratiques.

Bénéficiez de l'expertise de nos auteurs **Yann Basire**, Maître de conférences au CEIPI, Directeur général et Directeur de la section française du CEIPI, **Marion Vidal-Lachaud**, Conseil en propriété industrielle, **Caroline Le Goffic**, Maître de conférences - HDR, Co-directrice du Master 2 Droit des activités numériques, Université de Paris, **Maître Fabienne Fajgenbaum** et **Maître Thibault Lachacinski**, Avocats à la cour, Natav Fajgenbaum & Associés, et **Maître Bénédicte Lhomme-Houzai**, Avocate au Barreau de Paris (GLH Avocats), membre de l'APRAM et de l'AAPI.

NB : les contributions de cette formation sont issues de la publication d'un numéro spécial dans la revue Lexbase Affaires, n°620, du 16 janvier 2020.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre les grands enjeux de la réforme du droit des marques opérés par la transposition de la Directive « Marques »
- Identifier l'ensemble des modifications concernant la validité de la marque (suppression de l'exigence de représentation graphique, nouvelles représentations des signes, consécration du critère de distinctivité autonome, nouveaux motifs absolus et relatifs de refus)
- Maîtriser la protection des signes d'identification de la qualité et de l'origine
- Connaître les procédures d'opposition et les actions en déchéance ou en nullité devant l'INPI et exercer les recours
- Déchiffrer les règles de répartition de compétence en matière de marques entre l'INPI et les juridictions et savoir devant qui agir
- Maîtriser l'ensemble des atteintes à la marques

Programme

Thème n° 1 - L'émergence d'un "nouveau" droit des marques

• Les modifications du droit matériel

• Les modifications des règles de procédures

Thème n° 2 - La validité de la marque

• La suppression de l'exigence de représentation graphique

• Les nouvelles représentations du signe

• Consécration du critère de distinctivité autonome

• Les nouveaux motifs absolus de refus

• Les nouvelles antériorités constituant les motifs de refus relatifs

Thème n° 3 - La protection des signes d'identification de la qualité et de l'origine

• Inclusion des IG, STG et mentions traditionnelles pour les vins parmi les motifs absolus de refus

• La consécration des indications géographiques en tant que motif relatif de refus

Thème n° 4 - Les (r)évolutions procédurales en questions

• Oppositions : une grande évolution

• Action en déchéance ou en nullité devant l'INPI : une vraie révolution

• Déjudiciarisation du contentieux ou le spectre de la fragilisation des titres

• La procédure de recours

Thème n° 5 - L'atteinte au droit de marque

• La nouvelle définition des actes de contrefaçon

• La distinction du régime de la marque renommée et de la marque notoire

• Les modifications apportées aux exceptions au droit de marque

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, la réforme du droit des marques : tests de positionnement, activités pédagogiques interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats
Conseil en propriété industrielle
Juriste en droit de la propriété intellectuelle

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

LA DÉCLARATION DE CRÉANCES : CADRE JURIDIQUE ET ENJEUX PRATIQUES

Direction scientifique

Pierre-Michel Le Corre,
Professeur à la faculté de Nice
Arnaud Molinier,
Avocat associé chez LPA-CGR avocats

Notions et questions abordées

La déclaration de créance est une formalité obligatoire pour tout créancier qui souhaite obtenir le paiement de tout ou partie de sa créance dans le cadre d'une procédure collective. En maîtriser les tenants et aboutissants et éviter les pièges qui l'entourent est donc fondamental pour le créancier mais aussi pour le débiteur.

Ce moment phare de la procédure collective est strictement encadré par des textes complexes et une jurisprudence pléthorique. Il est donc essentiel, avant toute chose, d'identifier les créances qui doivent être déclarées et les effets qui sont attachés à la déclaration. Les modalités de la déclaration et notamment les questions entourant l'auteur de la déclaration, le montant ou encore les délais de déclaration sont source de nombreuses difficultés et en conditionnent la régularité. Enfin, les modalités procédurales attachées aux suites données à la déclaration sont éminemment techniques. Il en est tout particulièrement ainsi de la contestation de la créance déclarée et des décisions du juge-commissaire qui statue en matière de vérification des créances.

Il est donc indispensable pour les créanciers, les débiteurs et leurs conseils de connaître avec précision cet acte procédural qui conditionnera pour les uns leur paiement, pour les autres les modalités de sauvetage de leur entreprise.

La formation Lexlearning « **La déclaration de créances : cadre juridique et enjeux pratiques** » donne à tous les acteurs des procédures collectives les clés pour en maîtriser la technique, identifier les difficultés et savoir les contourner.

Objectifs pédagogiques

- Déterminer les créances devant être déclarées
- Maîtriser toutes les étapes de la déclaration de créance
- Identifier les difficultés de la procédure de déclaration
- Savoir agir en relevé de forclusion
- Connaître la procédure de contestation des créances
- Comprendre la multiplicité des décisions rendus par le juge-commissaire en matière de vérification des créances

Programme

Thème n° 1 : Qui doit déclarer sa créance et pourquoi ?

Quelles créances doivent-elles être déclarées ?

Quels sont les effets attachés à la déclaration de créances ?

Thème n° 2 - Comment déclarer une créance ?

Qui déclare ? L'auteur de la créance

Quel est le montant de la créance déclarée ?

Thème n° 3 - Quels sont les délais de déclaration ?

Le relevé de forclusion

La situation des créanciers titulaires de sûretés publiées ou de contrats publiés

Infographie : la déclaration de créance au passif d'une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective

Thème n° 4 - Quelles difficultés au stade de la vérification des créances ?

La contestation des décisions du mandataire judiciaire sur les créances déclarées

La mission juridictionnelle du juge-commissaire

Panorama d'actualité jurisprudentielle
Guide de jurisprudences à télécharger

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, la déclaration de créances : tests de positionnement, activités pédagogiques interactives, guide de jurisprudence, infographie, modèles à télécharger, podcast d'actualité et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, dirigeants d'entreprises, services juridiques d'entreprises, juges consulaires, élèves avocats, établissements de crédit.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL139**
Durée : **5 heures**
Dernière mise à jour : **19/09/2022**

RÉFORME DU DROIT DES SÛRETÉS : ANALYSE ET INCIDENCES PRATIQUES

Direction scientifique

Gaël Piette, Professeur à l'Université de Bordeaux

Notions et questions abordées

Quinze ans après sa dernière réforme d'ampleur (ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006), le droit des sûretés en connaît une nouvelle. Cela aurait pu sembler un luxe inutile, en comparaison d'autres pans du droit civil, tels le droit des biens, celui des contrats spéciaux, ou encore celui de la responsabilité civile, qui attendent une réforme depuis des décennies.

Pourtant, cette réforme était nécessaire, pour procéder à certains aménagements de la réforme de 2006, et aussi – et surtout – pour moderniser le droit du cautionnement, inchangé en 2006 en raison des contours de l'habilitation législative.

Sans surprise, c'est le cautionnement qui est le plus retouché par la nouvelle ordonnance. Les autres sûretés personnelles – garantie autonome et lettre d'intention – ne sont pas concernées par la réforme. Les sûretés réelles font l'objet de modifications plus ou moins profondes.

La formation Lexlearning « **Réforme du droit des sûretés : analyse et incidences pratiques** » vous permettra d'avoir une vision complète des nouveautés introduites par la réforme du droit des sûretés et des éventuelles difficultés engendrées par les textes nouveaux.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser l'ensemble des nouveautés issues de la réforme
- Connaître le « nouveau » droit du cautionnement applicable au 1er janvier 2022
- Comprendre le fonctionnement des privilèges et des sûretés réelles mobilières
- Identifier les nouveautés concernant les sûretés réelles immobilières
- Maîtriser l'instrumentalisation du droit de propriété à des fins de garantie
- Articuler le droit des entreprises en difficulté avec le droit des sûretés
- Appréhender les difficultés potentielles

Programme

- La formation et l'étendue du cautionnement
- Les effets et l'extinction du cautionnement
- Les privilèges mobiliers
- Le gage et le nantissement
- L'instrumentalisation de la propriété en tant que sûreté
- Les sûretés réelles immobilières
- Les impacts de la réforme sur les procédures civiles d'exécution
- L'articulation du droit des entreprises en difficulté avec le droit des sûretés

Mobilités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, la réforme du droit des sûretés : vidéos avec l'intervention de différents intervenants, articles de doctrine et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, juristes de banque et de sociétés de crédit, juristes de sociétés de recouvrement, experts-comptables, magistrats...

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

LE POINT SUR LA RÉFORME DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Direction scientifique

Myriam Cazajus, Docteur en Droit, Coordinateur Adjoint et consultant au CRIDON Sud-Ouest, Membre de l'AIDE
William Altide, Maître de conférences associé à l'Université de Lille, Directeur du DU de droit des sociétés, Consultant en structuration des entreprises

Notions et questions abordées

La loi du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante constitue le dernier texte d'envergure du droit des affaires de cette XVe législature. Traduction normative de plusieurs mesures du « Plan indépendants » présenté par le ministre Alain Gristet à l'initiative du Président de la République, ce texte innove fortement en prévoyant que, dorénavant, toute personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante sera titulaire de plein droit de deux patrimoines, (un patrimoine professionnel et un patrimoine personnel) et qu'elle ne répondra plus en principe de ses dettes professionnelles que sur son patrimoine professionnel.

Ce nouveau statut pose la question de la disparition progressive de l'EIRL dont le maintien n'apparaît plus indispensable voire inutile. En outre, le traitement des difficultés de l'entrepreneur individuel impose une adaptation du droit des entreprises en difficulté et du droit du surendettement, réalisée par la loi du 14 février 2022 qui entre en vigueur le 15 mai prochain.

Cette formation Lexlearning vous permettra d'avoir une vision complète du nouveau statut et de ses enjeux pratiques, mais également de l'importante modification des procédures d'insolvabilité (droit des entreprises en difficulté et droit du surendettement) qui soulève de nombreuses interrogations.

La conférence ayant eu lieu avant la publication du décret n° 2022-890 du 14 juin 2022, il faudra se reporter à l'annexe n° 7 de l'étape "Supports pédagogiques à télécharger" pour prendre connaissance de cette mise à jour.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser le nouveau statut de l'entrepreneur individuel
- Identifier les avantages et les inconvénients du statut d'entrepreneur individuel
- Savoir vendre le patrimoine professionnel et l'apporter à une société
- Connaître et appliquer les procédures d'insolvabilité à l'entrepreneur individuel
- Identifier les difficultés résultant des nouveaux textes

Programme

I. Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel

- Quelles sont les caractéristiques de la nouvelle protection dont bénéficient les entrepreneurs individuels ?
- Est-il possible de renoncer à la protection nouvelle ?
- La protection nouvelle est-elle compatible avec d'autres mesures de protection, telles que la déclaration notariée d'insaisissabilité ?
- Est-il possible de cumuler le régime du micro-entrepreneur avec la nouvelle protection offerte aux entrepreneurs individuels ?
- Les entrepreneurs individuels déjà en place bénéficient-ils de plein droit de la nouvelle protection ?
- Est-il encore nécessaire ou opportun de réaliser une déclaration d'affectation pour protéger l'entrepreneur individuel ?
- L'entrepreneur individuel peut-il opter pour l'IS ? Si oui, dans quelles conditions ?
- Qu'advient-il des anciens EIRL ?
- Comment apporter le patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel à une société ?
- Comment vendre le patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel ?

II. L'entrepreneur individuel en difficulté

- Rappel des règles de procédure dont peut bénéficier l'entrepreneur individuel ou l'EIRL jusqu'au 15 mai 2022 (procédures collectives et procédures de surendettement des particuliers)
- Présentation des règles d'ouverture des procédures d'insolvabilité applicables à l'entrepreneur individuel à compter du 15 mai 2022
- Les recours à l'encontre de la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité
- Principe de préservation de la composition du patrimoine soumis à la procédure collective
- L'application de la règle d'interdiction des paiements et du dessaisissement dans ce nouveau paysage juridique
- Les nouvelles règles relatives à la réalisation des biens insaisissables, des biens successoraux et des biens compris dans un patrimoine autre que celui soumis à la procédure collective
 - La remise en cause de l'étanchéité des patrimoines
 - L'exercice d'une nouvelle activité par l'entrepreneur individuel en liquidation judiciaire
 - Les autres adaptations du droit des procédures d'insolvabilité au nouveau statut de l'entrepreneur individuel

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, l'actualité de la réforme de l'entrepreneur individuel : vidéo avec l'intervention de différents intervenants, articles de doctrine, support pédagogique rédigé et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, notaires, huissiers de justice, mandataire judiciaires, administrateurs judiciaires, experts-comptables, juristes d'entreprises...

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL156**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

CONCLURE UN ENGAGEMENT DE CAUTION : LES POINTS À VÉRIFIER, VALIDER ET NÉGOCIER

Direction scientifique

WebLex et Gaël Piette, Professeur à l'Université de Bordeaux, Directeur scientifique de l'Ouvrage Droit des sûretés (éd. Lexbase)

Notions et questions abordées

Le cautionnement est une sûreté très courante en pratique et a servi de modèle à l'élaboration d'autres types de sûretés personnelles plus contraignantes. Ce succès s'explique notamment par la simplicité et la commodité de sa formation mais aussi par son efficacité. Elle est utilisée tant dans la vie des affaires que dans des relations étrangères à cette sphère.

Comme prévu, la réforme du droit des sûretés opérée par l'ordonnance n° 2021-1192, du 15 septembre 2021 a impacté notablement le droit au cautionnement. Il est vrai que l'essentiel des dispositions du Code civil qui le régissent n'avaient pas vu passer la main du législateur depuis 1804 ! Il avait été, l'on s'en souvient, le grand oublié de la réforme de 2006, issue de l'ordonnance n° 2006-346, du 23 mars 2006, alors même qu'il s'agit de la sûreté la plus usitée.

La formation Lexlearning « **Conclure un engagement de caution : les points à vérifier, valider et négocier** » permet aux professionnels du droit de connaître l'ensemble des nouvelles règles qui régissent le cautionnement et de maîtriser ainsi les tenants et les aboutissants de cette opération.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les règles de formation du cautionnement
- Mettre en œuvre un engagement de caution
- Connaître les effets du cautionnement entre les différents protagonistes
- Identifier les causes de l'extinction de l'engagement de caution
- Évaluer l'intérêt du recours au cautionnement
- Éviter les principaux risques liés à cette sûreté

Programme

- Thème n° 1 - Qu'est-ce que le cautionnement ?
- Thème n° 2 - Le cautionnement : sous quelles conditions ?
- Thème n° 3 - Le cautionnement : comment ?
- Thème n° 4 - Le cautionnement et ses effets entre le créancier et la caution
- Thème n° 5 - Le cautionnement et ses effets entre le débiteur et la caution
- Thème n° 6 - Le cautionnement et ses effets entre les cautions
- Thème n° 7 - L'extinction du cautionnement
- Thème n° 8 - Échapper à son engagement de caution

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports l'engagement de caution : contenus textuels, illustrations, contenus audio, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, dirigeants.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL54**
Durée : **4 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

L'AVOCAT ET LES CONFLITS D'INTÉRÊTS : IDENTIFIER, PRÉVENIR ET GÉRER

Direction scientifique

Hélène Bornstein, Avocat au barreau de Paris et médiateur
Gaëlle Deharo, Full Professor - ESCE international Business School, Centre de recherche sur la justice et le procès
et Benoît Chaffois, Maître de conférences à CY Cergy Paris Université

Notions et questions abordées

Pour respecter les principes de son serment et remplir sa mission d'auxiliaire de justice, l'avocat doit éviter de se trouver en situation de conflits d'intérêts. Il lui est, pour cette raison, indispensable de maîtriser la notion de conflits d'intérêts, les règles déontologiques applicables, d'adopter les bonnes pratiques et d'anticiper les risques.

La formation « **L'avocat et les conflits d'intérêts : identifier, prévenir, gérer** » rappelle à cette fin l'arsenal juridique applicable, les différents cas de conflit d'intérêts, leurs caractéristiques et leurs conséquences. La formation revient également tout particulièrement sur l'avocat rédacteur d'acte et le conflit d'intérêts. Enfin, la formation s'attarde sur les conséquences du conflit d'intérêts lorsque l'avocat y est confronté et le traitement qui en est fait, notamment, sur le plan disciplinaire.

Objectifs pédagogiques

- Connaître la notion de conflit d'intérêts
- Identifier les différents cas de conflits d'intérêts
- Maîtriser les réglementations spécifiques pour l'avocat rédacteur d'actes et les ventes judiciaires
- Identifier et prévenir les situations à risques
- Connaître les conséquences procédurales et disciplinaires du conflit d'intérêts

Programme

- Thème n° 1 : La notion de conflit d'intérêts
- Thème n° 2 : Les cas de conflits d'intérêts
- Thème n° 3 : Les réglementations spécifiques
- Thème n° 4 : Les conséquences et le traitement du conflit d'intérêts

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les conflits d'intérêts : test de positionnement, vidéos pédagogiques, contenus audio, infographie, exercices de mises en situation interactifs et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL116**
Durée : **5 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

SECRET PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT : PRINCIPE ET RESPECT

Direction scientifique

Gaëlle Deharo, Full Professor ESCE International Business School - Inseec U. Research Center

et Hélène Bornstein, Avocat au barreau de Paris, Médiateur, Directrice scientifique de l'Ouvrage Lexbase "La profession d'avocat"

Notions et questions abordées

L'obligation au secret qui pèse sur l'avocat trouve sa source dans la relation particulière qui l'unit à son client, dans les spécificités de sa mission et dans sa participation à l'œuvre de justice. Toutefois, s'il est aisé de concevoir le principe du secret, son contenu, sa portée et ses limites restent plus difficiles à cerner.

La formation Lexlearning « **Le secret professionnel : principe et respect** » permet aux professionnels du droit et particulièrement aux avocats de mieux comprendre la portée et les enjeux de l'obligation au secret professionnel qui pèse sur l'avocat afin d'adopter les bonnes pratiques, d'anticiper les risques et de mieux les gérer.

La formation envisagera également les conséquences pénales, disciplinaires et civiles de la violation de son secret par l'avocat.

Objectifs pédagogiques

- Connaître l'obligation de secret professionnel qui pèse sur l'avocat
- Maîtriser le contenu et la portée du secret professionnel
- Comprendre et prévenir les situations à risques
- Savoir quand et comment partager certaines informations
- Maîtriser les conséquences d'une violation du secret professionnel
- Connaître les sanctions encourues

Programme

Thème n° 1 - La délimitation du secret professionnel
Thème n° 2 - La violation du secret professionnel

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports le secret professionnel de l'avocat : vidéo introductive, vidéo pédagogique, test de positionnement, actualités du thème, analyses des textes et de la jurisprudence, mise en situation interactive, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL133**

Durée : **3 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

LA CONFIDENTIALITÉ DES CORRESPONDANCES ENTRE AVOCATS

Direction scientifique

Michèle Bauer, avocate au barreau de Bordeaux
et Hélène Bornstein, avocate au barreau de Paris & médiatrice

Notions et questions abordées

Les correspondances entre avocats sont strictement réglementées et garantissent le secret professionnel. Le principe protège le client mais aussi l'avocat. Il est pour cette raison indispensable pour l'avocat de maîtriser les règles déontologiques applicables afin d'adopter les bonnes pratiques, d'anticiper les risques et de mieux les gérer.

La formation « la confidentialité des correspondances entre avocats » permettra aux professionnels du droit de revenir sur le principe de la confidentialité des correspondances, son étendu et ses exceptions. La formation reviendra tout particulièrement sur l'utilisation des lettres officielles par le praticien et sur les conséquences pénales, disciplinaires et civiles de la violation de la confidentialité des correspondances.

Objectifs pédagogiques

- Connaître le principe applicable aux correspondances avec vos confrères
- Maîtriser l'étendue de la confidentialité des correspondances
- Connaître les dérogations possibles (particulièrement les lettres officielles)
- Prévenir l'abus de confidentialité
- Identifier les sanctions applicables
- Protéger les intérêts de votre client dans vos échanges

Programme

Thème n° 1 - Le principe
Thème n° 2 - Le champ d'application
Thème n° 3 - Les dérogations : lettres officielles et autres exceptions
Thème n° 4 - Les sanctions

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports la confidentialité des correspondances entre avocats : vidéo introductive, tests de positionnement, actualités du thème, synthèses des notions essentielles, vidéos pédagogiques des intervenantes, mises en situation interactives, activités pédagogiques et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL160**

Durée : **3 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

CONCEVOIR SA CONVENTION D'HONORAIRES : BIEN RÉDIGER ET ÉVITER LES PIÈGES

Direction scientifique

Gaëlle Deharo, Full Professor - ESCE international Business School, Centre de recherche sur la justice et le procès
Jean-Pierre Depasse, Avocat au Barreau de Rennes, Président de l'ANAFAGC

Notions et questions abordées

En tant qu'avocat, la convention d'honoraires est un outil précieux dans la relation avec votre client. Elle pose le cadre de cette relation. La formation « Concevoir sa convention d'honoraires : bien rédiger et éviter les pièges » vous permet d'appréhender sereinement la rédaction de cette convention.

Après avoir effectué un rappel des connaissances pré-requises en matière d'honoraires, la formation aborde à la fois le formalisme de la convention d'honoraires (exigences de droit commun et particularismes) et sa substance (clauses à prévoir et pratiques prohibées). La formation insiste tout particulièrement sur les pièges à éviter et les bonnes pratiques à mettre en place dès à présent.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les prérequis en matière d'honoraires
- Connaître le rôle de la convention d'honoraires
- Savoir rédiger une convention d'honoraires (forme et contenu)
- Se conformer aux obligations déontologiques de la profession en la matière
- Éviter les pièges liés aux particularismes de la convention d'honoraires (not. Les clauses abusives)

Programme

Thème n° 1 - Les rappels utiles

- A. Le droit à l'avocat de percevoir un honoraire
- B. Le principe de libre détermination et tarifs réglementés
- C. L'obligation d'information sur les honoraires pratiqués et preuve de cette information
- D. L'obligation d'établir une convention d'honoraires
- E. Prévisibilité et transparence de l'activité rémunérée de l'avocat

Thème n° 2 - La rédaction de la convention d'honoraires

- A. Les exigences de droit commun
- B. Les caractéristiques liées aux particularismes de la convention

Thème n° 3 - La substance de la convention d'honoraires

- A. Les clauses à prévoir
- B. Les pratiques prohibées

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne asynchrone abordant, au travers de différents supports, la rédaction de la convention d'honoraires de l'avocat : contenus textuels, illustrations, contenus audio, vidéos pédagogiques, activités pédagogiques interactives, modèles de conventions et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL158**

Durée : **3 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

FACTURER SES HONORAIRES D'AVOCAT : LES BONNES PRATIQUES À ADOPTER

Direction scientifique

Gaëlle Deharo, Full Professor - ESCE international Business School, Centre de recherche sur la justice et le procès
Jean-Pierre Depasse, Avocat au Barreau de Rennes, Président de l'ANAFAGC

Notions et questions abordées

Élaborer et émettre une facture, accepter des conditions de paiement particulières, avoir recours aux provisions, recouvrer ses honoraires... L'avocat, comme tout prestataire de services, est aussi soumis aux règles du droit économique dont celles qui régissent la facturation. Il lui appartient de connaître ses obligations en la matière et d'en maîtriser les règles. La formation « Facturer ses honoraires d'avocat : les bonnes pratiques à adopter » lui permettra d'appréhender sereinement ces deux objectifs.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les textes liés à la facturation de l'avocat
- Connaître les conditions de fond et de forme applicable à toute facture
- Être alerté sur les conséquences d'une facture imprécise
- Connaître les règles relatives à l'émission de la facture
- Savoir identifier le destinataire de la facture
- Maîtriser les différentes modalités de facturation
- Maîtriser les modes de règlement et le recours aux provisions.
- Connaître les délais de paiement
- Maîtriser les différents délais de prescription
- Connaître les traits principaux de la procédure de recouvrement des honoraires et de l'office du juge de l'honoraire

Programme

Thème n° 1 - L'exigence d'une facture

1. L'élaboration de la facture
2. L'émission de la facture

Thème n° 2 - Les modalités de facturation

1. Les conditions de facturation
2. Les modalités de paiement
3. Les délais de paiement

Thème n° 3 : Les modalités de recouvrement

1. Caractères de la procédure de taxation
2. Compétences du juge de l'honoraire

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne asynchrone abordant, au travers de différents supports, la facturation de l'avocat : contenus textuels, illustrations, contenus audio, vidéos pédagogiques, activités pédagogiques interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Avoir suivi la formation "[Concevoir sa convention d'honoraires : bien rédiger et éviter les pièges](#)" (LXBEL160).

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL162**
Durée : **2 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

CYBERSÉCURITÉ : PROTÉGER SON CABINET ET SES CLIENTS

Direction scientifique

Eric Le Quellenc, Avocat spécialiste en droit du numérique, ancien membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris, associé du cabinet Simmons & Simmons
Warren azoulay, Avocat au barreau de Marseille spécialiste en droit pénal des affaires & numériques, Cybersécurité et RGPD

Notions et questions abordées

Parce que les données des cabinets d'avocat sont particulièrement sensibles, ils sont devenus ces dernières années des cibles privilégiées pour les *hackers*. Protéger son cabinet des attaques cyber devient un enjeu de crédibilité et de confiance dans l'avocat. Cette protection du cabinet passe par des exigences déontologiques, notamment au regard du secret professionnel, mais également par le devoir de compétence qui incombe à l'avocat. Il lui appartient en ce sens de développer sa maîtrise des nouveaux outils numériques pour prévenir les cyberattaques.

La formation « Cybersécurité : protéger son cabinet et ses clients » vous permettra de comprendre les menaces cyber, de prévenir les attaques et de savoir réagir lorsque celles-ci se produisent.

Objectifs pédagogiques

- Reconnaître les principaux types d'attaques
- Comprendre la menace spécifique qui repose sur l'avocat
- Élaborer une stratégie basique de cybersécurité
- Maîtriser la dimension juridique de la protection numérique
- Contrôler et ajuster son empreinte numérique
- Savoir réagir au mieux à une cyberattaque

Programme

Thème n° 1 - Comprendre les menaces

Thème n° 2 - Mettre en place des bonnes pratiques pour se protéger

Thème n° 3 - Savoir réagir à une attaque

Thème n° 4 - Connaître les risques et enjeux déontologiques pour les avocats

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, la cybersécurité en cabinet d'avocat : vidéos, document récapitulatif, mise en situation interactive, et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL174**

Durée : **0 heures**

Dernière mise à jour : **13/03/2025**

IA APPLIQUÉE AU DROIT : RÉDIGER UN PROMPT

Direction scientifique

Fabrizio Papa Techera, Directeur produit & Innovation Lexbase, membre du Directoire

Notions et questions abordées

- Juristes d'entreprise visionnaires
- Dirigeants et managers en entreprises
- Responsable RH curieux
- Professionnels du droit souhaitant se démarquer

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL 173**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **05/03/2025**

COMPRENDRE L'IA APPLIQUÉE AU DROIT ET MAÎTRISER LES TECHNIQUES DE PROMPT

Direction scientifique

Fabrizio Papa Techera, Directeur produit & Innovation Lexbase, membre du Directoire

Notions et questions abordées

- Juristes d'entreprise visionnaires
- Dirigeants et managers en entreprises
- Responsable RH curieux
- Professionnels du droit souhaitant se démarquer

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Direction scientifique

Farid Seba,
Ancien avoué à la cour, avocat spécialiste en procédure d'appel, formateur en procédure civile.

Notions et questions abordées

Plus que jamais, l'attention des avocats est attirée sur la nécessité d'être vigilant dans la conduite du procès en appel. Les sanctions édictées par les différentes réformes sont omniprésentes dans la pratique, et la jurisprudence des cours d'appel et de la Cour de cassation témoigne, s'il le fallait, du haut degré de technicité requis pour parvenir sans encombre à une décision de la cour au fond.

D'aucuns y verront là une opportunité à saisir, le procès en appel pourrait être gagné simplement par la maîtrise des arcanes de la procédure dans lesquels l'adversaire malheureux est susceptible de se perdre.

Ainsi, si se former aux techniques de la procédure d'appel apparaît aujourd'hui une nécessité incontournable, en savoir déjouer les pièges est plus qu'indispensable.

La formation Lexlearning « **La procédure d'appel : maîtriser les fondamentaux** » fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre et intégrer dans leur pratique future les notions fondamentales à connaître avant d'engager une procédure d'appel.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les conditions de fond de l'appel
- Lire, comprendre et distinguer les différentes décisions de première instance susceptibles d'un appel
- Identifier les critères légaux et jurisprudentiels d'ouverture de la voie de l'appel
- Appréhender la notion de délai d'appel et en maîtriser le cours

Programme

Thème n° 1 - Les conditions de fond de l'appel

Le taux du ressort

Les autres conditions de l'appel

1. L'intérêt à agir
2. La qualité à agir

Thème n° 2 - Les différentes décisions dont on peut faire appel

Les jugements

1. Le jugement au fond et les autres jugements qui s'y apparentent
2. Le jugement mixte
3. Les autres catégories de jugement

Les ordonnances

1. Les mesures d'administration judiciaire
2. Les ordonnances de type « juridictionnel »

Thème n° 3 - Les délais pour faire appel

Les délais de droit commun

Les délais particuliers

La question du point de départ du délai d'appel

Sanction de l'expiration du délai d'appel

L'actualité jurisprudentielle

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, la procédure d'appel : vidéos pédagogiques de l'intervenant, tests de connaissances, activités pédagogiques interactives et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves avocats, juriste contentieux, étudiants de Master ou IEJ ayant opté pour l'épreuve de procédure civile.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

PROCÉDURE D'APPEL : CONTENU, FORME ET TRANSMISSION DE LA DÉCLARATION D'APPEL

Direction scientifique

Farid Seba,
Ancien avoué à la cour, avocat spécialiste en procédure d'appel, formateur en procédure civile.

Notions et questions abordées

La déclaration d'appel est l'acte par lequel la cour d'appel est saisie d'un recours contre une décision de première instance. C'est l'article 901 du Code de procédure civile qui fixe les modalités de la déclaration d'appel.

Dans ce module, seront étudiées une par une les mentions de la déclaration d'appel afin de déterminer les obligations procédurales qui en découlent.

La formation vous permettra de prendre connaissance de la position de la Cour de cassation quant aux sanctions qui s'appliquent en cas de non-respect de ces mentions ce qui permettra de dégager des solutions pour y remédier.

La formation Lexlearning « **Procédure d'appel : contenu, forme et transmission de la déclaration d'appel** » fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre et intégrer dans leur pratique future, les règles incontournables de formalisation et de transmission de la déclaration d'appel.

Bénéficiez de l'expertise de notre formateur, **Farid Seba**, Ancien avoué à la cour, Avocat spécialiste en procédure d'appel, Formateur en procédure civile, et Chargé de cours dans des universités internationales.

Objectifs pédagogiques

- Former une déclaration d'appel régulière
- Identifier les pièces devant être jointes à la déclaration d'appel
- Maîtriser le contenu de la déclaration d'appel
- Sauver votre procédure en cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration d'appel
- Sécuriser votre pratique en fonction des dernières évolutions jurisprudentielles
- Identifier les écueils à éviter

Programme

Thème n° 1 : L'obligation de constituer avocat pour former appel

Thème n° 2 : Les mentions obligatoires de la déclaration d'appel

Introduction

- A. L'objet de la demande
- B. Les mentions relatives à l'état civil des parties
- C. La constitution de l'avocat appelant
- D. L'indication de la décision attaquée
- E. L'indication de la cour devant laquelle l'appel est formé
- F. Les chefs de jugement expressément critiqués

Les conditions de forme et de transmission de la déclaration d'appel

Thème n° 3 : Les pièces à joindre à la déclaration d'appel

L'actualité jurisprudentielle

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant de manière exhaustive au travers de différents supports les règles de forme de la procédure d'appel : vidéo introductive, fiches synthèses et fiches réflexes, infographies, modèles, quiz formatifs, cas pratique interactif, actualité du thème et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves avocats, juriste contentieux, étudiants de Master ou IEJ ayant opté pour l'épreuve de procédure civile.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

PROCÉDURE D'APPEL : LA PARTIE ADVERSE (CONSTITUTION, MISE EN CAUSE ET CALENDRIER DE PROCÉDURE)

Direction scientifique

Farid Seba,
Ancien avoué à la cour, avocat spécialiste en procédure d'appel, formateur en procédure civile.

Notions et questions abordées

Plus que jamais, l'attention des avocats est attirée sur la nécessité d'être vigilant dans la conduite du procès en appel.

Les sanctions édictées par les différentes réformes sont omniprésentes dans la pratique et la jurisprudence des cours d'appel et de la Cour de cassation témoigne, s'il le fallait, du haut degré de technicité requis pour parvenir sans encombre à une décision de la cour au fond.

D'aucuns y verront là une opportunité à saisir, le procès en appel pourrait être gagné simplement par la maîtrise des arcanes de la procédure dans lesquels l'adversaire malheureux et susceptible de se perdre.

Ainsi, si se former aux techniques de la procédure d'appel apparaît aujourd'hui comme une nécessité incontournable, en savoir déjouer les pièges est plus qu'indispensable.

La formation Lexlearning « **Procédure d'appel : la partie adverse (constitution, mise en cause et calendrier de procédure)** » fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre et intégrer dans leur pratique les règles relatives à la partie adverse, sa constitution, sa mise en cause et à la fixation du calendrier.

Bénéficiez de l'expertise de notre formateur, **Farid Seba**, Ancien avoué à la cour, Avocat spécialiste en procédure d'appel, formateur en procédure civile, et chargé de cours dans des universités internationales.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre la fixation du calendrier de procédure devant la cour d'appel
- Savoir influencer sur l'orientation de votre dossier devant la cour
- Réagir face à l'absence de constitution de votre adversaire
- Prévenir la caducité de votre déclaration d'appel
- Maîtriser les délais de procédure
- Préparer votre acte de constitution et l'adresser au greffe

Programme

Thème 1 : La fixation du calendrier de procédure devant la cour

Le circuit avec mise en état : la fixation longue

Le circuit sans mise en état : la fixation à bref délai

Sanctions du non-respect des règles de mise en cause de l'intimé dans les deux circuits

Thème 2 : La constitution de l'intimé devant la cour

La constitution dans sa forme

Information et transmission de la constitution au greffe de la cour d'appel

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, la mise en cause de l'intimé lors de la procédure d'appel : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, annexes et modèles d'actes téléchargeables, mise en situation interactive et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves avocats, juristes contentieux, étudiants de Master ou IEJ ayant opté pour l'épreuve de procédure civile.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL127**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

PROCÉDURE D'APPEL : LES CONCLUSIONS ET PIÈCES DEVANT LA COUR, L'APPEL INCIDENT ET L'APPEL PROVOQUÉ

Direction scientifique

Farid Seba,
Ancien avoué à la cour, avocat spécialiste en procédure d'appel, formateur en procédure civile.

Notions et questions abordées

La formalisation des conclusions et leur signification entre les parties est un élément essentiel de la procédure d'appel et détermine la décision qui sera rendue par la cour.

Le Code de procédure civile et la jurisprudence de la Cour de cassation réglementent et sanctionnent sévèrement le non-respect par les parties des formes et délais dans lesquels les conclusions doivent être remises et notifiées.

L'appel principal est souvent suivi d'un appel incident ou provoqué. Ces deux autres formes d'appel nécessitent une bonne maîtrise des techniques liées à ces voies de recours.

La formation Lexlearning « **Procédure d'appel : les conclusions et pièces devant la cour, l'appel incident et l'appel provoqué** » fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre et intégrer dans leur pratique future, les outils nécessaires à la bonne gestion des conclusions devant la cour et permet de comprendre et intégrer les autres formes d'appel que sont l'appel incident et l'appel provoqué.

Objectifs pédagogiques

- Appréhender la technique de l'appel incident et provoqué
- Maîtriser les délais de régularisation des conclusions
- Optimiser la rédaction des conclusions devant la cour
- Faire face aux conséquences de l'interruption de l'instance

Programme

Conclusions : remise et notification, par quels moyens ?
Conclusions : remise et notification, dans quels délais et dans quels cas ?
Signification ou notification des conclusions aux parties à la procédure d'appel, dans quel cas ?
Conclusions : remise et notification, interruption ou suspension des délais ?
Sanctions du non-respect des délais liés aux conclusions
La forme des conclusions devant la cour d'appel
La communication des pièces devant la cour d'appel
Appel incident et appel provoqué

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, les conclusions et pièces devant la cour d'appel, l'appel incident et l'appel provoqué : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, annexes et modèles d'actes téléchargeables, mise en situation interactive et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves avocats, juristes contentieux, étudiants de Master ou IEJ ayant opté pour l'épreuve de procédure civile.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

PROCÉDURE D'APPEL : RÔLE ET POUVOIRS DU CONSEILLER DE LA MISE EN ÉTAT

Direction scientifique

Farid Seba
Ancien avoué à la cour, avocat spécialiste en procédure d'appel, formateur en procédure civile.

Notions et questions abordées

Plus que jamais, l'attention des avocats est attirée sur la nécessité d'être vigilant dans la conduite du procès en appel. Les sanctions édictées par les différentes réformes sont omniprésentes dans la pratique, et la jurisprudence des cours d'appel et de la Cour de cassation témoigne, s'il le fallait, du haut degré de technicité requis pour parvenir sans encombre à une décision de la cour au fond. D'aucuns y verront là une opportunité à saisir, le procès en appel pourrait être gagné simplement par la maîtrise des arcanes de la procédure dans lesquels l'adversaire malheureux et susceptible de se perdre. Ainsi, si se former aux techniques de la procédure d'appel apparaît aujourd'hui comme une nécessité incontournable, en savoir déjouer les pièges et plus qu'indispensable. C'est le but principal de cette formation que nous avons choisi de scinder en plusieurs thèmes, tant la matière est riche et complexe. Ce module est donc dédié au rôle et pouvoirs du conseiller de la mise en état. Le conseiller de la mise en état est un acteur principal du procès en appel. Ses pouvoirs ont été accrus par les différentes réformes et il tient une place de plus en plus importante dans la procédure d'appel. La formation Lexlearning « Procédure d'appel : rôle et pouvoirs du conseiller de la mise en état » fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre et intégrer dans leur pratique future, les outils nécessaires à la compréhension du rôle et des pouvoirs du conseiller de la mise en état.

Objectifs pédagogiques

- Comprendre la présence et le rôle du conseiller de la mise en état devant la cour d'appel
- Savoir orienter les incidents de procédure devant le conseiller de la mise en état
- Faire la distinction entre les différentes décisions prises par le conseiller de la mise en état
- Engager la voie de recours adéquate contre les ordonnances rendues par le conseiller de la mise en état

Programme

Les pouvoirs d'instruction du conseiller de la mise en état

- Conseiller de la mise en état, conciliation, homologation et médiation
- Conseiller de la mise en état et déroulement de l'instance
- Le conseiller de la mise en état après la clôture de l'instruction

Les pouvoirs juridictionnels du conseiller de la mise en état

- Pouvoirs juridictionnels provisoires du conseiller de la mise en état.
- Pouvoirs juridictionnels définitifs du conseiller de la mise en état
- Les pouvoirs du conseiller de la mise en état liés à l'appel principal.
- Les pouvoirs du conseiller de la mise en état liés aux conclusions et aux actes de procédure des parties.

La procédure devant le conseiller de la mise en état

- Force et autorité des décisions du conseiller de la mise en état.
- Recours contre les décisions du conseiller de la mise en état.

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports, le rôle et les pouvoirs du conseiller de la mise en état : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, annexes et modèles d'actes juridiques téléchargeables, mise en situation interactive et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL129**
Durée : **3 heures**
Dernière mise à jour : **17/12/2024**

PROCÉDURE D'APPEL : LE PREMIER PRÉSIDENT (POUVOIRS ET SAISINE)

Direction scientifique

Farid Seba - Ancien avoué à la cour, avocat spécialiste en procédure d'appel, formateur en procédure civile.

Notions et questions abordées

Le premier président est à la fois chef de cour et magistrat, il dispose de pouvoirs administratifs et judiciaires importants. Il reçoit le serment des magistrats et procède à l'installation des membres de la cour et du parquet général, ainsi que du directeur de greffe, et préside par ailleurs les audiences solennelles de la cour.

Mais le premier président dispose également de pouvoirs qui lui sont propres en matière judiciaire. Il statue par exemple par voie d'ordonnance, sur l'exécution provisoire des décisions frappées d'appel ou encore sur les recours formés contre les décisions de taxation des honoraires d'avocat ou d'expert. Le premier président est en outre seul compétent pour ordonner la poursuite de l'instance d'appel selon la procédure à jour fixe.

La formation Lexlearning « **Procédure d'appel : le Premier Président (pouvoirs et saisine)** » fournit aux professionnels du droit les outils pour comprendre et intégrer dans leur pratique future, les outils nécessaires à la bonne gestion des procédures devant le premier président de la cour d'appel par une connaissance parfaite de ses compétences et des conditions dans lesquelles il peut être saisi.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser les domaines de compétence du premier président devant la cour d'appel
- Savoir distinguer les procédures de référé et de requête devant le premier président
- Maîtriser les différents modes de saisine du premier président
- Savoir analyser et comprendre les décisions rendues par le premier président

Programme

Le premier président, une juridiction qui statue à titre provisoire

Premier président et pouvoirs de référé
Premier président et pouvoirs sur requête
Premier président et pouvoirs en matière d'exécution

Le premier président, une juridiction qui statue de manière définitive

Pouvoirs en matière de taxe, frais et dépens
Pouvoirs relatifs à la rémunération des techniciens
Pouvoirs en matière d'honoraires des avocats et de restitution des pièces d'un dossier
Pouvoirs en matière de séjour des étrangers
Pouvoirs en matière d'aide juridictionnelle
Pouvoirs relatifs à la discipline des magistrats
Compétence spéciale du premier président de la cour d'appel de Paris

Modalités de saisine du premier président

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, les pouvoirs du premier président de la cour d'appel et sa saisine : vidéo introductive, tests de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, annexes et modèles d'actes téléchargeables, mise en situation interactive et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Juristes, avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

Les + de LEXBASE FORMATION

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL136**

Durée : **3 heures**

Dernière mise à jour : **19/09/2022**

PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION : 10 ANS DE LA LOI BÉTEILLE (PARTIE 1)

Direction scientifique

Sylvian Dorol, Huissier de justice associé (Vénézia & Associés), Intervenant (ENM, EFB, HEDAC, INCJ, Paris X, Paris XIII)
Sophie Vénézia, Huissier de justice associé (Vénézia & Associés), Titulaire de l'examen professionnel d'huissier de justice, ancienne Avocate inscrite au Barreau de Paris
Natalie Fricéro, Professeure à l'Université de Nice, membre du Conseil supérieur de la magistrature
Guillaume Payan, Professeur à l'Université de Toulon

Notions et questions abordées

Cette formation est l'occasion de fêter les 10 ans de l'entrée en vigueur de la « grande loi » pour les praticiens de l'exécution : la loi n° 2010-1609, du 22 décembre 2010, relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires, dite « Loi Bêteille ».

Elle a pour objectif de permettre aux praticiens de l'exécution de parfaire leurs connaissances et pratiques de cette loi qui a révolutionné la pratique des huissiers de justice et des avocats, tout en effectuant une revue d'actualité des procédures civiles d'exécution mobilières de l'année écoulée.

Les thèmes abordés lors de cette première formation :

- La reprise des lieux, état des lieux jurisprudentiel et prospectives (40 min)
- La recherche des renseignements, question de l'accès aux parties communes et utilisation du FICOBA, avec une mise en perspective au travers de l'exemple des huissiers de justice belge (40 min)
- Panorama de l'actualité jurisprudentielle en matière de procédures civiles d'exécutions mobilières (Saisie-vente/saisie-attribution/saisie des VTAM) (40 min)

Pour suivre la deuxième formation sur le sujet, **cliquez ici**.

Objectifs pédagogiques

- Améliorer la recherche des renseignements en vue de l'exécution
- Connaître les évolutions les plus récentes en matière de saisie mobilières, mesures conservatoires, expulsion et constat

Programme

1. La reprise des locaux abandonnés
2. La recherche des renseignements
3. Actualité jurisprudentielle

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant, au travers de différents supports les 10 ans d'existence de la loi Bêteille : conférence vidéo, supports pédagogiques téléchargeables et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, huissiers de justice, Clercs, notaires, assistantes juridiques, élèves-avocats, juristes contentieux, gestionnaires de copropriété, diplômés commissaires de justice.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL137**

Durée : **3 heures**

Dernière mise à jour : **19/09/2022**

PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION : 10 ANS DE LA LOI BÉTEILLE (PARTIE 2)

Direction scientifique

Sylvian Dorol, Huissier de justice associé (Vénézia & Associés), Intervenant (ENM, EFB, HEDAC, INCJ, Paris X, Paris XIII)
Sophie Vénézia, Huissier de justice associé (Vénézia & Associés), Titulaire de l'examen professionnel d'huissier de justice, ancienne Avocate inscrite au Barreau de Paris
Natalie Fricéro, Professeure à l'Université de Nice, membre du Conseil supérieur de la magistrature
Charles Simon, avocat au barreau de Paris

Notions et questions abordées

Cette formation est l'occasion de fêter les 10 ans de l'entrée en vigueur de la « grande loi » pour les praticiens de l'exécution : la loi n° 2010-1609, du 22 décembre 2010, relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires, dite « Loi Béteille ».

Elle a pour objectif de permettre aux praticiens de l'exécution de parfaire leurs connaissances et pratiques de cette loi qui a révolutionné la pratique des huissiers de justice et des avocats, tout en effectuant une revue d'actualité des procédures civiles d'exécution mobilières de l'année écoulée.

Les thèmes abordés lors de cette formation :

- Les mesures conservatoires en matière successorale, pistes d'amélioration (40 min)
- La force probante du constat, sa contestation ses possibles évolutions notamment au regard des nouvelles technologies (40 min)
- Panorama de l'actualité jurisprudentielle en matière de mesures conservatoires, expulsions et constat (40 min)

Pour suivre la première formation sur le sujet, **cliquez ici**.

Objectifs pédagogiques

- Améliorer la recherche des renseignements en vue de l'exécution
- Connaître les évolutions les plus récentes en matière de saisie mobilières, mesures conservatoires, expulsion et constat

Programme

1. Les mesures conservatoires en matière successorale
2. La force probante du constat
3. Actualité jurisprudentielle

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports les 10 ans d'existence de la loi Béteille : conférence vidéo, supports pédagogiques téléchargeables et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, huissiers de justice, clerks, notaires, assistantes juridiques, élèves-avocats, juristes contentieux, gestionnaires de copropriété, diplômés commissaires de justice.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL154**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

DÉONTOLOGIE DE L'AVOCAT : LA RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

Direction scientifique

Yves Avril, avocat et ancien Bâtonnier au barreau de Saint-Brieuc

Notions et questions abordées

La responsabilité civile de l'avocat est un sujet relativement neuf. Jusqu'à l'application de la loi du 31 décembre 1971 la responsabilité était pour l'essentiel encourue par les avoués, en première instance et en appel. Aujourd'hui, les responsabilités pèsent sur une même personne.

La formation Lexlearning « **Déontologie de l'avocat : la responsabilité civile professionnelle** » détaille les conditions de la mise en œuvre de cette responsabilité, délimite les contours des devoirs de conseil, de prudence et de diligence. Elle permet à l'avocat de savoir évaluer le préjudice réparable et de connaître les limites de sa responsabilité. Enfin, la formation s'attache à rappeler l'importance et le caractère obligatoire de l'assurance de la responsabilité professionnelle.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les conditions et la mise en œuvre de la responsabilité de l'avocat
- Délimiter les contours des devoirs de conseil, de prudence et de diligence
- Savoir évaluer le préjudice réparable
- Connaître les limites à la responsabilité de l'avocat
- Rappeler l'importance et le caractère obligatoire de l'assurance de responsabilité professionnelle
- Être à jour de la jurisprudence et de l'actualité de la matière

Programme

1. Les conditions de la responsabilité civile de l'avocat
2. Les conditions de la mise en œuvre de la responsabilité
3. Les mesures préventives en responsabilité civile
4. L'assurance de responsabilité

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports la responsabilité civile professionnelle de l'avocat : vidéo introductive, test de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, infographie et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats.

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.

- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Code : **LXBEL155**

Durée : **2 heures**

Dernière mise à jour : **17/12/2024**

DÉONTOLOGIE DE L'AVOCAT : LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE DEPUIS LA RÉFORME

Direction scientifique

Yves Avril, avocat et ancien Bâtonnier au barreau de Saint-Brieuc

Notions et questions abordées

L'objectif de la responsabilité disciplinaire est exprimé dans l'article 183 du décret du 27 novembre 1991, issu du décret du 24 mai 2005 : « Toute contravention aux lois et règlements, toute infraction aux règles professionnelles, tout manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse, même se rapportant à des faits extra-professionnels, expose l'avocat qui en est l'auteur aux sanctions disciplinaires énumérées à l'article 184 ».

La formation Lexlearning « **Déontologie de l'avocat : la procédure disciplinaire depuis la réforme** » détaille l'intégralité de la procédure applicable à cette matière.

Seront notamment abordés : la compétence de la juridiction disciplinaire, le pré-contentieux, l'enquête déontologique, la procédure en première instance, les voies de recours, la suspension provisoire et les sanctions disciplinaires.

Pris en application de la loi du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire, le décret du 30 juin 2022 a réformé la procédure disciplinaire des avocats. La formation en détaille également les nouveautés notamment la nouvelle procédure de traitement des réclamations par le Bâtonnier, l'enquête déontologique, l'ouverture du procès disciplinaire aux justiciables ou l'introduction de nouvelles peines complémentaires.

Objectifs pédagogiques

- Maîtriser le nouveau régime disciplinaire issu de la réforme
- Maîtriser les particularités du pré-contentieux et de la procédure applicable à la responsabilité disciplinaire de l'avocat
- Connaître le régime de l'enquête déontologique
- Maîtriser l'appel et la cassation en matière disciplinaire
- Connaître les conditions de mise en œuvre de la suspension provisoire
- Connaître les effets d'une condamnation disciplinaire

Programme

1. La compétence de la juridiction disciplinaire
2. Le pré-contentieux ou pré-disciplinaire
3. L'enquête déontologique
4. La procédure en première instance
5. L'appel de la décision disciplinaire
6. La procédure en cassation
7. La suspension provisoire du droit commun
8. Les effets des sanctions disciplinaires

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abordant au travers de différents supports la responsabilité disciplinaire de l'avocat : vidéo introductive, test de positionnement, vidéos pédagogiques de l'intervenant, infographies et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, élèves-avocats

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

Codé : **LXBEL87**
Durée : **2 heures**
Dernière mise à jour : **27/05/2024**

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES : LES IMPACTS DU RGPD

Direction scientifique

Yael Cohen-Hadria
Avocat associée, Cabinet Marvell, Département IP/IT/Data Data Privacy Officer

Notions et questions abordées

En raison de la place qu'occupe le numérique dans la vie quotidienne, l'Union européenne a souhaité adapter la réglementation concernant la protection des données personnelles et sécuriser leur utilisation. Le règlement général sur la protection des données (RGPD ou GDPR, pour *General data protection regulation*), applicable depuis le 25 mai 2018, vise donc à unifier et à renforcer la protection des données pour l'ensemble des résidents de l'Union européenne.

Toutes les entreprises et les organisations qui collectent ou utilisent des données personnelles sont concernées par la mise en conformité au RGPD. S'agissant des avocats, qu'il s'agisse des données des clients, de leurs contacts, partenaires ou des membres du cabinet, ils sont amenés à collecter, manipuler, traiter des données à caractère personnel.

Pour maîtriser les impacts du RGPD, il faut principalement assimiler le renforcement du droit des personnes sur leurs données personnelles, la conformité RGPD et les fonctions impliquées au sein du cabinet, les différents types de traitement au sein du cabinet, la fonction du délégué à la protection des données, le registre des activités de traitement et savoir comment assurer la sécurité des données.

La formation « **Protection des données personnelles : les impacts du RGPD** » de Lexlearning donne aux avocats et aux DPO les clés pour comprendre les impacts du RGPD au sein d'un cabinet d'avocats et leur permet ainsi de disposer des bases pour conduire un projet de mise en conformité RGPD.

Idéalement, cette formation doit s'effectuer préalablement à la formation « **Conduire le projet de mise en conformité RGPD chez un client** », qui permet quant à elle de structurer la conformité, identifier et gérer les risques juridiques de l'entreprise et acquérir les bonnes pratiques en matière de protection de données à caractère personnel.

Bénéficiez de l'expertise de notre formatrice spécialisée, **Yael Cohen-Hadria**, Avocat associée, Cabinet Marvell, Département IP/IT/Data Data Privacy Officer.

Objectifs pédagogiques

- Connaître les principes fondamentaux du droit de la protection des données
- Maîtriser les champs d'application matériel et territorial du RGPD
- Appréhender les incidences pratiques de la réforme européenne du droit de la protection des données (RGPD - GDPR)
- Comprendre la responsabilité portée par le cabinet
- Assimiler les points clés de la conformité RGPD et les fonctions impliquées au sein du cabinet
- Distinguer les différents types de traitement au sein du cabinet
- Comprendre la fonction du délégué à la protection des données
- Sensibiliser les collaborateurs
- Concevoir le registre des activités de traitement
- Assurer la sécurité des données

Programme

Thème n° 1 - Renforcement du droit des personnes sur leurs données personnelles

Rappel des principes fondamentaux du droit de la protection des données

Champs d'application matériel et territorial du RGPD

Risques et responsabilités

Thème n° 2 - Conformité RGPD et fonctions impliquées au sein du cabinet

Les points clés de la conformité RGPD au sein du cabinet

Fonctions impliquées au sein du cabinet

Thème n° 3 - Les différents types de traitement au sein du cabinet

Le traitement ressources humaines

La gestion des clients

Vidéosurveillance et vidéo protection

Fournisseurs et prestataires

La gestion des accès au cabinet

Les sites Internet

Thème n° 4 - La fonction du délégué à la protection des données

Les missions listées à l'article 39 du RGPD

La sensibilisation des collaborateurs

Thème n° 5 - Le registre des activités de traitement

Le registre des activités de traitement

Thème n° 6 - Assurer la sécurité des données

Assurer la sécurité des données

Thème n° 7 - Documentation complémentaire

Guide pratique : les avocats et le règlement général sur la protection des données (RGPD)

Se préparer au Règlement européen avec la CNIL

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de différents supports, la protection des données personnelles : vidéo récapitulative, infographies à télécharger, guide pratique du CNIL et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun prérequis.

À qui s'adresse cette formation ?

Avocats, data Protection Officers (DPO), juristes conformité, responsable de la sécurité des systèmes d'information, responsables de traitement, sous-traitants
Toute personne intéressée par la mise en conformité RGPD

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.



- COMITÉ SCIENTIFIQUE RECONNU DANS CHAQUE MATIÈRE
- TOUTE L'ACTUALITÉ DU THÈME TRAITÉ
- LES TEXTES PRINCIPAUX ACTUALISÉS
- L'ÉTUDE COMPLÈTE DU SUJET
- SAUVEGARDE DE VOTRE FORMATION
- DES CODES D'ACCÈS VALABLES 12 MOIS
- LEXBASE
- FORUM DE DISCUSSION

CONDUIRE LE PROJET DE MISE EN CONFORMITÉ RGPD CHEZ UN CLIENT

Direction scientifique

Yael Cohen-Hadria
Avocat associée, Cabinet Marvell, Département IP/IT/Data Data Privacy Officer

Notions et questions abordées

En raison de la place qu'occupe le numérique dans la vie quotidienne, l'Union européenne a souhaité adapter la réglementation concernant la protection des données personnelles et sécuriser leur utilisation. Le règlement général sur la protection des données (RGPD ou GDPR, pour *General data protection regulation*), applicable depuis le 25 mai 2018, vise donc à unifier et à renforcer la protection des données pour l'ensemble des résidents de l'Union européenne.

Toutes les entreprises et les organisations qui collectent ou utilisent des données personnelles sont concernées par la mise en conformité au RGPD. S'agissant des avocats, qu'il s'agisse des données des clients, de leurs contacts, partenaires ou des membres du cabinet, ils sont amenés à collecter, manipuler, traiter des données à caractère personnel.

Pour conduire efficacement le projet de mise en conformité RGPD chez un client, l'avocat se doit de maîtriser l'impact du RGPD, le diagnostic initial, la nomination du DPO, la violation des données personnelles, l'implémentation du droit des personnes sur leurs données, la gestion des sous-traitants et le *privacy by-design*.

La formation « **Conduire le projet de mise en conformité RGPD chez un client** » de Lexlearning donne aux avocats et aux DPO les clés pour structurer la conformité, identifier et gérer les risques juridiques de l'entreprise et acquérir les bonnes pratiques en matière de protection de données à caractère personnel.

Bénéficiez de l'expertise de notre formatrice, **Yael Cohen-Hadria**, Avocat associée, Cabinet Marvell, Département IP/IT/Data Data Privacy Officer.

Objectifs pédagogiques

- Connaître le rôle du délégué à la protection des données avocat (RIN, art. 6.3.3 et 6.4)
- Comprendre le diagnostic initial
- Maîtriser les modalités de nomination du DPO
- Concevoir le registre et l'identification des traitements
- Assimiler la notification et la communication en cas de violation de données personnelles
- Implémenter le droit des personnes sur leurs données
- Savoir gérer des sous-traitants
- Comprendre le *Privacy by design*
- Planifier un projet en prenant en compte la protection dès la conception
- Déployer une solution pilote prenant en compte la protection dès la conception
- Mettre en œuvre une Analyse d'Impact relative à la Protection des Données (AIPD)
- Sécuriser les traitements et sensibiliser les acteurs

Programme

- Thème n° 1 : l'impact du RGPD
- Thème n° 2 : le diagnostic initial
- Thème n° 3 : la nomination du DPO
- Thème n° 4 : la violation de données personnelles
- Thème n° 5 : l'implémentation du droit des personnes sur leurs données
- Thème n° 6 : la gestion des sous-traitants
- Thème n° 7 : le *privacy by design*

Modalités pédagogiques mobilisées

Formation en ligne abondant, au travers de supports variés, la conduite de projet de mise en conformité RGPD chez un client : vidéo introductive, cours textuels, articles à télécharger, infographies et quiz de validation des connaissances.

Prérequis

Aucun.

À qui s'adresse cette formation ?

- Avocats
- Data Protection Officers (DPO)
- Juristes conformité
- Responsable de la sécurité des systèmes d'information
- Responsables de traitement
- Sous-traitants
- Toute personne intéressée par la mise en conformité RGPD

Mode de vérification de l'acquisition pratique des contenus

Le module est scindé en unité d'apprentissage ainsi qu'en séquences. Chaque étape de la formation fera l'objet d'une validation intermédiaire. L'apprenant pourra ainsi vérifier qu'il a correctement assimilé les connaissances.

Modalités d'accompagnement ou de tutorat à distance de l'apprenant

L'apprenant dispose d'une messagerie ainsi que d'un forum de discussion. Ces deux options lui permettront de communiquer avec notre direction scientifique et notre équipe de juristes. Ils répondront aux différentes interrogations documentaires ou d'application de régime, dans le respect du périmètre du droit.

Description des supports pédagogiques

Références législatives réglementées et jurisprudentielles nécessaires à l'appréhension du thème traité, accès aux articles de doctrines, quiz, e-book de la formation en format pdf.